

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 29 SEPTEMBRE 1977 - N° 519

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

STOLÉRU

## Mesures scélérates contre les travailleurs immigrés



Lionel Stoléru présentait mardi les mesures gouvernementales destinées à préciser «la nouvelle politique de l'immigration». L'objectif avoué est de ramener de deux millions à un million le nombre des travailleurs immigrés en France.

La première mesure consiste à étendre «l'aide au retour» d'un millions d'AF, aux étrangers travaillant en France depuis cinq ans. Vu l'échec rencontré jusqu'ici auprès des chômeurs, Stoléru a prévu des mesures répressives, plus efficaces à ses yeux : les familles des immigrés ne pourront plus venir en France et les expulsions d'immigrés vont se multiplier.

(Voir page 4)

## Moscou : questions militaires au centre des discussions

# Barre sous la pression soviétique

Pas plus dans son voyage à Moscou qui commence mercredi, que dans son récent voyage à Washington, les préoccupations électorales de Barre ne sont absentes : être reçu dans les capitales des deux superpuissances pour discuter de sujets de portée mondiale, renforcent, espère-t-on dans son entourage une image d'homme d'Etat, qui devrait l'aider à jouer le rôle de chef de la majorité.

Mais au-delà de ces préoccupations immédiates pour 78, ce sont bien des dossiers décisifs pour l'impérialisme français qui sont ouverts à Moscou. Le motif officiel du voyage à Moscou est de faire le point sur l'état des relations économiques

entre les deux pays. Des questions comme le droit pour l'Airbus de se poser à Moscou, ou le maintien des exportations françaises vers l'URSS, qui font de ce pays le premier client de la France, en biens d'équipements, seront à l'ordre du jour.

Mais, tout ceci ne manquera pas d'être utilisé par les dirigeants soviétiques comme moyens de pression sur le gouvernement français, pour obtenir des concessions sur ce qui sera en fait au centre des conversations : la détente, le désarmement.

Les Soviétiques, en effet, n'ont cessé ces derniers mois de réclamer à la France qu'elle participe aux discussions internationales sur le désarme-

ment. L'objectif ? Obtenir un droit de regard sur la politique militaire française, car les forces françaises, part non négligeable des forces en présence en Europe, ne sont pas intégrées au dispositif de l'OTAN et échappent de ce fait aux négociations d'ensemble entre les superpuissances.

L'impérialisme français, qui a accepté dans une certaine mesure, le condominium USA-URSS sur l'Europe à l'occasion d'Helsinki, se déclare prêt, fait nouveau, à participer à des négociations sur le désarmement.

Toutefois, les dirigeants français voudraient échapper à une autorité absolue des superpuissances dans ce domaine.

Voir page 8

## 2<sup>e</sup> anniversaire du Quotidien du Peuple

Le 29 septembre 1975 paraissait le n° 1 de notre journal. Pour la première fois en France, un quotidien communiste, au cœur des luttes populaires, existait.

L'évolution de la situation politique exigeait que notre journal se transforme rapidement. Le 1<sup>er</sup> mai 1977, journée internationale de lutte des travailleurs, le *Quotidien du Peuple* devenait Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire.

Dans les importantes échéances politiques qui s'approchent, pour la bataille de 78 et pour après, le *Quotidien du Peuple* aura un rôle important à jouer. Dans cette bataille, tous les lecteurs ont leur place. C'est ainsi que le *Quotidien du Peuple* pourra être vraiment l'Organe Central du Parti.

## Lorraine : 8 000 emplois... en 1984

Giscard a annoncé hier l'implantation en Lorraine de plusieurs usines automobiles par Peugeot-Citroën et Renault. Le caractère électoraliste de ces mesures apparaît clairement quand on sait qu'elles ne permettront la création de 8 000 emplois maximum, que dans sept ans ! 1 600 licenciements sont prévus dans la sidérurgie, à court terme.

(Lire page 3)

## L'ouvrier tué à Roussel Uclaf

Didier Raffin avait 26 ans. Il travaillait depuis 6 ans à l'usine Roussel-Uclaf de Neuville-sur-Saône (Rhône). Mardi matin, il est mort carbonisé, à la suite d'une violente explosion. Dans l'usine, c'est le septième accident grave en un an et demi !

(Lire page 5)

## Le trésor d'Amaury

Avant sa mort le patron du *Parisien Libéré* avait mis en lieu sûr ses «économies» : deux milliards 780 millions AF... Sa fille Francine a tenté de les récupérer à l'insu du fisc. Le fisc s'interroge maintenant sur l'origine de ces fonds, qu'Amaury a pu détourner grâce à son système compliqué de sociétés multiples.

(Lire page 5)

## NOUVELLES MENACES CONTRE LES LIBERTÉS EN RFA

(Voir page 8)

Les directions syndicales  
et la querelle  
de la gauche

## DES OBJECTIFS DIVERGENTS

(Voir page 3)



## Max Siméoni quitte le maquis

Il y a treize mois, Max Siméoni prenait le maquis, après avoir fait sauter la cave viticole d'un gros propriétaire à Aghione. Mardi il s'est constitué prisonnier à Bastia pour «répondre à l'aspiration de paix civile des Corses».

(Lire page 5)

Désunion de la gauche:

# REJETONS NOS ILLUSIONS, PRÉPARONS-NOUS À LA LUTTE!

## APPEL AUX TRAVAILLEURS

du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste\*

**L'**union de la gauche est cassée. Certes, PS et PC vont sans doute, en fin de compte, se réconcilier pour aller ensemble aux élections. Mais les travailleurs l'ont constaté : le fossé qui sépare les projets des deux principaux partis de gauche est trop profond pour pouvoir être comblé. Les échecs des deux derniers sommets annoncent les crises qui secoueront, bien plus durement, un éventuel gouvernement de gauche après 78.

Mais pourquoi cette crise dans la gauche ? Qu'est-ce qui est en cause ? Le pouvoir des travailleurs ? Non ! Il suffit d'écouter Marchais, Fabre ou Mitterrand qui se bousculent pour passer à la télé et s'attaquer mutuellement. De quoi parlent-ils ? De la recomposition des ministères, de la désignation des PDG des entreprises nationalisées, du nombre d'entreprises concernées par la nationalisation. C'est cela qui les divise et rien d'autre. Cela n'a rien à voir avec le pouvoir des travailleurs, et si PS et PC défendent nettement deux projets contradictoires, ce sont deux projets bourgeois ; deux projets qui diffèrent avant tout sur la manière de faire payer la crise aux travailleurs.

**Q**ue cherche le PS ? S'il a signé le programme commun en 72, c'est moins pour son contenu que pour l'alliance électorale que cela lui permettait de conclure avec le PC. Complètement discrédité en 1969, il ne réalise que 5 % des suffrages aux présidentielles. Pour remonter le courant, Mitterrand, Defferre, tous ces vieux politiciens de la IVème ont tenté de faire peau neuve. Badigeonnant en rose la vieille social-démocratie, ils ont présenté le «parti socialiste» comme un parti représentatif des travailleurs, et ancré définitivement à gauche.

La signature du programme commun avec le PCF, qui s'est fait ainsi le complice de ce camouflage, achevait l'opération. Grâce à l'alliance avec le PC, le PS a pu reconstituer son audience électorale au point qu'il a dépassé le PCF, qu'il est devenu le premier parti bourgeois de France et qu'il se retrouve aux portes du pouvoir.

Mais pour y faire quoi ? La politique qu'il y a déjà menée il y a 20 ans, 30 ans, 40 ans quand il participait au gouvernement !

Abandonnant les précautions de langage, Mitterrand, Rocard, Attali retrouvent les paroles de tous les sociaux-démocrates à

travers le monde : «Les travailleurs devront être responsables», «Le consensus social permettra de répartir les sacrifices», «On ne pourra tout donner tout de suite»... Et ces gens-là qui trouvaient qu'il y avait du positif dans le plan Barre, envisagent ni plus ni moins que de poursuivre ce plan, avec quelques retouches bien sûr : plus de démagogie, quelques nationalisations...

Gérer loyalement la crise de la bourgeoisie, voilà le projet du PS.

**B**ien sûr, Marchais proteste qu'il n'acceptera jamais d'aller au gouvernement pour gérer la crise. C'est pourtant grâce à lui, grâce à l'alliance qu'il a offerte au PS que Mitterrand s'est remis à flot et se trouve à la porte du pouvoir aujourd'hui. Mais c'est vrai que Marchais ne veut pas seulement gérer la crise avec Mitterrand, il veut plus, beaucoup plus. Mais que veut-il ?

Depuis qu'il n'est plus un parti révolutionnaire, depuis qu'il prétend que les travailleurs pourraient prendre le pouvoir avec le bulletin de vote, le PCF a déployé tous ses efforts pour mettre sur pied une coalition électorale capable de gagner une majorité parlementaire.

Au nom de cela, il a expliqué aux travailleurs que l'heure n'était plus à la lutte pour le socialisme, qui était reportée à des échéances sans cesse de plus en plus lointaines.

Au nom de cela, il a développé un travail massif en direction des couches moyennes, petits bourgeois, mais aussi moyens bourgeois, patrons, cadres, appelant les travailleurs à subordonner leurs luttes à la nécessité de gagner ces couches. Rappelons-nous comment la lutte contre le plan Barre a été systématiquement dévoyée, morcellée, détournée de ses buts pour ne pas effrayer ces gens-là à proximité des élections.

Au nom de cela, il a bradé toute référence, même formelle, aux principes révolutionnaires, renonçant par exemple, lors du 22ème congrès, à la notion de la dictature du prolétariat.

Mais si le PCF n'est plus un parti révolutionnaire, il n'est pas devenu pour autant un parti social-démocrate prêt à gérer loyalement les intérêts de la bourgeoisie en place. Parce que progressivement il a façonné son projet qui consiste à faire accéder ses propres hommes, ainsi que certaines couches d'ingénieurs et de cadres aux leviers de

commande. Il veut ainsi recomposer la bourgeoisie à son profit. L'acharnement de Marchais à réclamer plus de nationalisations, plus de postes de PDG dans les entreprises, plus de ministères, correspond directement à sa volonté de placer ses hommes dans l'appareil d'Etat, à la tête de pans entiers de l'économie qu'il espère contrôler. L'extension du secteur nationalisé, et la place qu'il pourrait y occuper constituent ainsi le point-clé du projet du PCF. Si on veut avoir une idée de la société que prépare le PCF, il faut regarder vers les pays d'Europe de l'Est : un secteur nationalisé, majoritaire de façon écrasante, une clique de cadres, d'ingénieurs, de directeurs qui ont la haute-main sur le fonctionnement des entreprises, une classe ouvrière privée des droits les plus élémentaires, réprimée à chaque révolte, c'est cela le capitalisme d'Etat des pays de l'Est, c'est aussi cela le capitalisme d'Etat auquel conduit le projet du PCF.

**V**oilà le fond de la querelle entre le PS et le PC : capitalisme d'Etat ou gestion loyale du capitalisme actuel. Beaucoup de travailleurs sont désorientés par la querelle de la gauche aujourd'hui. Mais, dans le fond, cette querelle est utile, parce qu'elle révèle clairement que les travailleurs n'ont strictement aucun intérêt à défendre là-dedans, d'un côté comme de l'autre. Il faut rejeter toute illusion qu'une victoire électorale de la gauche satisfierait les revendications essentielles de la classe ouvrière. La preuve est faite que le PC comme le PS songent avant tout à utiliser les travailleurs pour régler leurs comptes. Il faut refuser de répondre aux appels à la rescousse des uns ou des autres pour défendre leurs projets. Il faut refuser d'arbitrer leurs querelles. Le problème n'est pas de choisir entre 200 ou 700 nationalisations, mais de savoir qui a le pouvoir. Sans le pouvoir, la classe ouvrière n'a rien. C'est seulement en balayant le capitalisme, en faisant la révolution que les travailleurs pourront imposer leur volonté dans ce pays.

N'écoutez pas ces marchands d'illusion qui sont simplement à la recherche de suffrages pour mener leur propre politique. Nous n'obtiendrons rien ni d'un gouvernement de droite, ni d'un gouvernement de gauche, que nous ne lui ayons arraché par la lutte.

Rejetons nos illusions,  
préparons-nous à la lutte !

\*Tract national édité par le PCRml et diffusé dans toutes ses fédérations

**POUR LA RÉVOLUTION,  
POUR LE SOCIALISME,**

Je demande à contacter  
le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

Nom .....  
Prénom .....  
Profession .....  
Adresse .....  
A envoyer à «FRONT ROUGE BP 68-75019 PARIS»

Le PCR ouvre le débat sur le socialisme, lisez-le

**Manifeste pour le socialisme**

(Passez vos commandes 8 F + 2 F de port)

Dans la querelle PCF-PS

# CGT-CFDT : OBJECTIFS DIVERGENTS

● C'est à petits pas que les directions confédérales sont entrées dans le débat qui secoue la gauche actuellement. Maintenant, elles y sont de plain-pied. Chacun prend position. Les voix de Séguy, Krasucki ou Maire se sont ajoutées à celles de Marchais et Mitterrand sur les radios, à la télé, dans la presse.

La mesure dans le propos dont font preuve les leaders syndicaux montre qu'ils ont conscience qu'une partie importante se joue pour eux et qu'ils se doivent de ne pas faire d'impair, ne pas s'avancer trop vite sur des questions épineuses, en même temps qu'ils ne veulent pas «mettre des bâtons dans les roues» des partis de gauche. C'est particulièrement net en ce qui concerne la CGT.

Les directions syndicales se disent inquiètes de la tournure qu'ont pris les événements. Cependant, les inquiétudes ne sont à l'évidence pas de même nature et dans le débat en cours, les positions syndicales sont fort éloignées. Si un accord minimum semble être intervenu, au moins pour l'instant, sur la méthode d'intervention dans le débat, les objectifs poursuivis sont bien différents.

La direction CGT reprend textuellement les positions du PCF sur la question des nationalisations. Quoi d'étonnant ? Ce n'est pas nouveau. L'affirmation selon laquelle les positions de la CGT sont «démocratiquement définies dans ses congrès» ne change rien à l'affaire. L'exposé de Moynet à

propos des nationalisations est axé autour d'un thème : «Il faut, pour qu'une politique nouvelle puisse être mise en place, qu'un nombre suffisant (seuil minimum) de nationalisations soit réalisées». C'est la seule démonstration qu'il s'est attaché à faire lundi dernier ; c'est, d'après la direction CGT, le point

fondamental pour lequel elle soutient si ardemment le Programme commun. Comment, dans la période soutenue plus efficacement le PCF qu'en procédant de cette manière. En prenant bien soin toutefois de «ne pas coller d'étiquette, ni d'accuser personne», ceci au nom de l'indépendance syndicale. On n'attaque personne, on ne nomme à aucun moment aucun des protagonistes de gauche, mais l'on fait largement connaître le point de vue de la CGT qui, comme par hasard, est rigoureusement identique à celui du PCF. Ce petit tour de passe-passe dont les leaders CGT ont le secret, n'a décidément convaincu personne. Une fois de plus !

## DES PRÉOCCUPATIONS DIFFÉRENTES

Les choses se présentent différemment pour la CFDT. Même si Edmond Maire a pris soin ces derniers jours de mesurer ses propos, il n'en continue pas moins à critiquer les partis de gauche. Ses

critiques semblent cependant se différencier quelque peu. Dans l'éditorial de *Syndicalisme hebdo* qui paraît le 29 septembre, il estime, au nom de la direction CFDT, que «le refus total par le PCF des dernières propositions socialistes sur le nombre des nationalisations n'apparaît pas justifié». A l'adresse du PS, ce sont plus des conseils, des demandes, que de vraies critiques. «Les analyses du Parti socialiste auraient plus répondu si ses propositions répondaient plus clairement à l'attente des travailleurs sur des problèmes qu'ils jugent essentiels... dit-il. Et plus loin : «Le PS serait mieux entendu si, au lieu d'apparaître le plus souvent plus modéré, en retrait par rapport au PC, il apparaissait, par ses propositions, plus spécifique de la dimension autogestionnaire à donner aux transformations à réaliser demain». Alignement sur les thèses du PS, à l'instar de celui de la CGT sur le PCF, donc ? Les choses ne sont pas si simples. L'insis-

tance répétée avec laquelle Edmond Maire défend la plate-forme spécifique de la CFDT, en contradiction quasi-totale sur de nombreux points avec le Programme commun, aussi bien qu'avec les programmes du PS et du PC mérite qu'on examine les choses avec plus d'attention. Un des points essentiels de cette plate-forme est, sans conteste, le chapitre 7, celui des «droits nouveaux pour les travailleurs dans les entreprises nationalisées». «Là-dessus, dit Maire, nous ne transigerons pas». Et il ajoute pour expliquer son insistance : «Il n'est pas vrai que la nationalisation soit une arme décisive contre le capitalisme si elle ne reconnaît pas un pouvoir direct, même limité au départ, aux travailleurs des entreprises nationalisées. De telles conceptions font le lit de la technocratie et de la bureaucratie». Malgré les limites d'une telle position, on ne peut s'y tromper !

C'est une mise en garde contre les prétentions du

PCF de s'emparer du pouvoir dans les entreprises nouvellement nationalisées soit lui-même en plaçant ses hommes dans les conseils d'administration, soit par ses hommes dans la CGT dans les comités d'entreprise. C'est effectivement un problème réel qui se pose pour l'après 78. Comment faire en sorte que les travailleurs puissent encore faire entendre leur voix ? Comment empêcher le PCF d'imposer son diktat ?

De ce point de vue, les conseils d'ateliers que propose la CFDT méritent qu'on en discute. Cela dit, une ambiguïté reste, que la direction CFDT ne lève pas, et pour cause : Peut-on pour se prémunir de la menace du capitalisme d'État du PCF et de ses conséquences néfastes pour les travailleurs, s'en remettre à un parti ouvertement bourgeois comme celui de Mitterrand ? Assurément non ! C'est pourtant ce que préconise la direction CFDT !

Gérard PRIVAT

Giscard reçoit à déjeuner des notables lorrains

## Des emplois pour la Lorraine pour 1984...

Giscard d'Estaing conviait hier les notables lorrains (dont deux représentants du PCF, de Pietri et Schwartz) à un déjeuner de travail, au cours duquel il a annoncé plusieurs décisions visant à l'implantation d'industries automobiles dans la région. Ces implantations, dont Barre avait parié une première fois le 19 avril (débat à l'assemblée sur la sidérurgie) prétendent remplacer les 16 000 emplois de la sidérurgie lorraine dont la suppression est prévue.

Le groupe Peugeot-Citroën, c'est maintenant officiel, vient de décider l'implantation en Moselle d'un ensemble industriel de fabrication mécanique : cette implantation permettrait la création de 3 000 emplois dans la zone industrielle d'Ennery près d'Hagondange. De plus, l'usine créée à Metz par Citroën en 1970 (fabrication de boîtes de vitesses) doit voir ses effectifs actuels (3 000 personnes) portés à 4 000.

Au total, c'est donc 4 000 emplois que se propose de créer le groupe.

Renault lui, créerait environ 3 500 emplois par une augmentation de ses effectifs de son usine Saviem de Batilly et par la construction d'une unité de

fabrication mécanique qui serait implantée à Thionville.

C'est donc au total environ 7 500 emplois qui verraient le jour en Lorraine.

Première remarque : ces chiffres sont loin, très loin de compenser les 16 000, voire les 20 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie lorraine, et ce d'autant plus (précision importante) qu'ils ne seraient effectifs dans leur totalité... que dans sept ans ! L'usine que Citroën a décidé de créer à Hagondange ne rentrera en activité qu'en 1979 pour n'aboutir aux 3 000 emplois maximum qu'en 1984 !

Citroën ne fera d'ailleurs en l'occurrence que transférer les installations de ses usines mécaniques de la région parisienne qui fermeront donc, laissant 3 000 ouvriers sur le pavé ! C'est parce que la Lorraine a une meilleure situation géographique et une meilleure infrastructure que Citroën opère ce transfert.

Les délais d'agrandissement de l'usine Citroën de Metz sont encore plus flous. Quant à Renault, c'est aussi en 1984 que ses investissements seraient terminés dans la région. Encore faut-il souligner

que pour l'instant il multiplie les déclarations contradictoires.

Le bruit fait autour de ces mesures arrive mal à cacher leur inconsistance. Il n'est pas sans rapport

avec la proximité des échéances électorales de 78 et avec le souci des giscardiens de sauver quelques sièges, notamment celui du secteur de Thionville-Est.



## FNAC

### LE PATRON DE GAUCHE LICENCIE

Il y a quelques jours, à la FNAC Montparnasse, les organisations syndicales CGT et CFDT étaient convoquées par la Direction Générale.

Devant la répression syndicale qui sévit depuis la grève de juin dernier à Étoile et à Montparnasse, chacun pensait que c'était encore une nouvelle tentative de pression.

Plusieurs délégués ont déjà subi des sanctions de la part de la direction FNAC (mise à pied, avertissements, retraits sur le salaire pour dépassement d'heures, etc.)

CGT et CFDT sont donc appelés par Essel, PDG des FNAC, réputé pour son soutien à l'Union de la gauche et son appartenance au PS.

Là, Essel leur soumet un chantage qui va révolter tous les délégués présents.

Huit employés sont sur une liste de licenciement pour «indécence». Essel demande donc à la CGT et à la CFDT de :

— ne pas défendre ces huit employés qui vont être licenciés...

— faire un tract annonçant au personnel que CGT et CFDT refuseraient de défendre ce genre de licenciement, même pour 50 centimes.

Suite à cette entrave, CGT et CFDT font le point : ces huit employés sont accusés de vol de livres, avec constat d'huisier. Aucune preuve réelle

n'est démontrée par la FNAC.

L'habitude veut que les employés puissent emprunter des livres à la FNAC. Ils choisissent leur livre, vont le porter au service des enregistrements. Et l'inspection le remet aux employés à la sortie.

Ces huit employés sont donc accusés de vol par la FNAC.

La CGT et la CFDT les réunissent, posent les problèmes du licenciement et refusent de se soumettre au chantage d'Essel. Les employés concernés viennent de recevoir leur lettre d'entretien préalable. La CGT et la CFDT convoquent alors une Assemblée Générale du Personnel, le 27 septembre à 15 h 30 pour informer le personnel de ces méthodes scandaleuses de la direction des FNAC.

Pour bon nombre d'employés, ces licenciements sont à mettre sur le compte du rachat par les COOP des FNAC et des tractations qui s'ensuivent.

Un débrayage est lancé pour jeudi 29 septembre, jour de l'entretien préalable des employés menacés de licenciement.

Alors que l'Union de la gauche est en pleine effervescence, les travailleurs des FNAC font l'apprentissage de ce qu'est un patron de gauche, membre du PS, dès avant 1978.

Corresp. COMMERCE

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Mesures scélérates de Stoléro contre les travailleurs étrangers

# LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS PRIVÉS DE LEUR FAMILLE !

Pour au moins trois ans

Le 3 juillet 1974, Postel-Vinet avait déjà suspendu l'immigration des familles ainsi que l'immigration des travailleurs immigrés en général. Suite à l'importance des réactions populaires, syndicales, des associations, ainsi que du gouvernement algérien, l'immigration avait été de nouveau autorisée à partir du 1er juillet 1975. Elle est ensuite soumise à réglementation par le décret du 29 avril 1976, et la circulaire d'application du 9 juillet 1976. Interrogé sur les

« Les familles des travailleurs immigrés ne pourront plus rejoindre le chef de famille en France à partir du 1er octobre prochain et ce, pendant une durée de trois ans ! C'est ce qu'a annoncé Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, dans une conférence de

motifs de cette décision, Stoléro a expliqué : « Les pouvoirs publics ont été conduits à s'interroger, compte-tenu de la conjoncture économique et des mesures prises pour favoriser le retour volontaire des intéressés et membres de leurs familles, sur l'opportunité de la poursuite

de cette immigration. » « L'impact de l'immigration familiale ne peut être sans conséquence notable sur le marché du travail » a-t-il ajouté, exprimant la crainte de la bourgeoisie de voir les enfants des travailleurs étrangers arriver sur le marché de l'emploi. A noter que la mesure ne

s'applique pas à ceux qui, venus du Laos, du Vietnam et du Cambodge, se refusent à vivre dans leur patrie libérée. Les conséquences pratiques de cette mesure discriminatoire particulièrement grave seront lourdes pour les travailleurs étrangers. Les ouvriers immi-

grés qui sont seuls en France (et qui préparaient matériellement l'arrivée de leur famille) devront vivre séparés d'elle pendant au moins trois ans. Certains travailleurs dont la famille avait pu rentrer en France sans autorisation officielle, risquent de la voir expulsée du jour au lendemain. Il est évident que cette pression supplémentaire sur les étrangers a pour but d'engager le plus grand nombre à quitter le pays. Prévoyant la contestation de la mesure, le pouvoir aurait demandé l'avis préalable du Conseil d'Etat sur la validité de cette mesure : avis positif.

L'extension de l'« AIDE » AU RETOUR

Stoléro a par ailleurs annoncé que « l'aide au retour » serait étendue « à l'ensemble des travailleurs immigrés justifiant d'une activité salariée en France d'au moins cinq années ». L'aide au retour consistait jusqu'à présent à proposer un million ancien aux immigrés au chômage pour les inciter à regagner leur pays. L'extension de la mesure a deux objectifs :

- Elle vise à expulser au moindre coût et « sans réactions » le plus possible d'immigrés ;
- Elle vise à compenser l'échec partiel de la mesure antérieure.

En effet, d'après les chiffres fournis par Stoléro lui-même, la première phase de l'opération « aide au retour » se serait avérée être un large échec. 49 000 lettres de propositions ont été remises dans les ANPE aux immigrés. Sur 23 000 réponses obtenues et dépouillées, 20 000 chômeurs ont refusé le million et seulement 3 600 l'ont accepté ! Or c'est le chiffre de 40 000 départs que Stoléro visait avec « le million ».

Si l'aide au départ a eu aussi peu de succès auprès des chômeurs, il n'y a pas de raison qu'elle en aie plus auprès de travailleurs salariés. C'est

pourquoi ce genre de mesure devrait logiquement s'accompagner d'un renforcement de la pression gouvernementale sur les agents des ANPE. Certaines directions d'ANPE ont déjà reçu des consignes strictes pour éviter que leurs employés ne fassent de la « contre-information » auprès des immigrés (c'est à dire qu'ils leur conseillent de refuser le million).

## RENFORCEMENT DES CONTRÔLES POLICIERS ET DES EXPULSIONS

Enfin, Stoléro a réaffirmé la volonté gouvernementale de renforcer la pression policière sur la fraction immigrée de la classe ouvrière. A une question posée sur le renforcement des contrôles de police, il répond par le cynisme : « Il est normal que la police puisse contrôler des personnes sur le territoire qu'elle surveille ! La répression de l'immigration clandestine sera accrue, les expulsions multipliées, tendance déjà nette depuis le début de l'été. Le renouvellement des cartes de travail se fera avec encore plus de parcimonie et pour des durées limitées chaque fois que possible. Enfin, le quadrillage policier des quartiers où vit l'immigration devrait encore s'intensifier, conséquence logique de l'esprit de ces mesures : la police cherchant à se saisir du moindre prétexte ou à le créer pour pouvoir expulser hors de France, via les prisons clandestines.

L'ensemble du dispositif exposé par Stoléro n'est pas, à proprement parler, nouveau ; chacune de ces mesures ayant été (récemment ou il y a plus longtemps) expérimentée. Mais le durcissement très net de l'attitude gouvernementale et la multiplication sur le terrain des menaces fascistes ou policières (incendies de foyers, descentes de police, expulsions) constituent une sérieuse indication de la gravité de la menace qui va peser sur toute la classe ouvrière, en s'attaquant à sa partie immigrée.

Pierre PUJOL

Usine de traitement des déchets nucléaires de la Hague.

# SÉCURITÉ MINIMUM ET ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION

Le CEA vient de rendre public un volumineux document issu des travaux du « Comité Hygiène et Sécurité » élargi (CHSE) auquel participaient le CEA et les organisations syndicales (CFDT, CGT, FO et CGC).

Deux parties. Premièrement un constat très précis des problèmes de sécurité à la Hague, qui consigne l'ensemble des remarques des participants. Deuxièmement une série de 47 propositions (d'importance diverse) pour améliorer la sécurité à l'usine.

Le rapport constate que depuis 1967 de nombreux problèmes de sécurité restent en suspens. Par exemple le stockage des combustibles à l'arrivée au centre, dans des piscines de refroidissement. La contamination de l'eau s'est aggravée plus vite que prévu par les experts. D'autre part, l'EDF s'inquiète du non-fonctionnement de l'atelier HAO (haute activité Oxygène) : 1 100 tonnes de combustibles stockés attendent d'être traités. Si le problème n'était pas résolu, EDF laisse entendre qu'elle serait obligée d'arrêter ses réacteurs. La sécurité de l'ensemble de l'usine se dégrade : les installations ont subi un vieillissement prématuré, avec pour conséquence une aggravation de la contamination. La radioactivité s'est élevée dans plusieurs secteurs de l'usine. Le rapport constate que « de nombreuses



zones ne sont plus contrôlées de façon efficace » et que le centre ne pourra fonctionner si des conditions minimum de sécurité ne sont pas assurées aux travailleurs.

Parmi les 47 mesures envisagées, il faut noter une quinzaine d'actions ponctuelles (remplacement des gaines de ventilation corrodées ; réaménagement de certaines zones, automatisation pour 1979) et trois grandes « actions sûreté COGEMA » : construction d'un atelier MAO (moyenne activité oxygène) qui remplacera le plutonium, la construction d'une nouvelle station de traitement des effluents qui permettrait de décontaminer l'ensemble des rejets, l'extension de l'atelier HAO.

Ces trois « actions sûreté » sont surtout destinées à accroître la capacité de traitement de la Hague, objectif vital pour la politique nucléaire du pouvoir. Faute de quoi, la Hague constituerait un « goulot d'étranglement » pour tout le programme français.

L'atelier MAO servira à séparer, isoler, et « mettre en boîte » le plutonium destiné aux surrégénérateurs. L'extension de l'atelier HAO servira lui aussi à retraiter les combustibles irradiés français et étrangers.

La station de traitement des effluents (qui vise à moins contaminer l'environnement) est elle aussi indispensable à l'accroissement de la production. Sans elle, la Hague devrait se limiter au traitement de

100 à 150 tonnes de rejets par an.

Le SNPEA-CFDT souscrit au constat inquiétant que ce rapport dresse. Mais il est plus critique sur les solutions. « La réalisation des travaux immédiatement nécessaires exige l'arrêt de l'usine pour 6 mois. La direction veut faire redémarrer l'usine la semaine prochaine et exécuter les travaux au fur et à mesure. »

Les 47 mesures décidées apparaissent en fin de compte un peu comme la seule solution pour le pouvoir : il lui faut assurer à tout prix le fonctionnement industriel d'une technologie dont la maîtrise n'est pas complète et tenir compte en même temps du rapport de forces dans l'usine...

## Prison de Melun : grève des détenus

Tous les détenus de la maison de détention de Melun ont prolongé l'heure de promenade, puis ont refusé de rejoindre leurs ateliers. Ils entendaient ainsi protester contre les restrictions apportées au rythme des permissions de sortie, et contre une punition qui frappait l'un d'eux : il avait été envoyé au mitard « pour avoir créé des désordres en détention ». Sur ce point au moins, leur grève a abouti : la direction de la prison a suspendu la punition.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Max Siméoni quitte le maquis et se rend :

## «POUR LA PAIX CIVILE»

Après treize mois passés dans le maquis, le docteur Max Simeoni s'est constitué prisonnier mardi matin à Bastia. Pour expliquer son geste il déclare : «je veux répondre à l'aspiration de paix civile des Corses».

Le 22 août 1976, l'APC (association des patriotes corses) tient son premier congrès à Abbazia. Le même jour, Max Siméoni après une apparition au congrès, organise l'occu-

pation de la cave viticole d'un gros propriétaire à Aghione, et la fait sauter. Max Siméoni s'enfuit et prend le maquis. Cette action, un an exactement après Aléria, prélude-t-elle à une nouvelle stratégie du mouvement autonomiste ? La suite montre qu'il n'en est rien. Loin de préconiser la violence armée, l'ancien secrétaire général de l'ARC (dissoute en 1969) dénonce au contraire les actions (plasticages, etc) des clan-

destins du FLNC comme «inutiles, illusoires et dangereuses pour la paix civile». Le 30 juin dernier il donne une conférence de presse : il met à nouveau en garde «les Corses honnêtes et démocrates contre les provocateurs» et parle du danger «d'un affrontement entre Corses». Il n'a pas alors l'intention de se rendre. Mais le 14 août il évoque cette possibilité lors de sa brève apparition au congrès de l'UPC (nou-

veau sigle de l'APC) à Furiani. Selon Max Siméoni, le succès de cette journée et l'échec cuisant des anti-autonomistes le 9 septembre seraient le motif de sa reddition : «ces deux journées historiques ont clairement démontré les progrès d'une prise de conscience et la maturité du peuple corse. Dès lors, mon devoir est d'aller dans le même sens de la clarification et de l'apaisement».

En faisant cette déclaration et en obligeant le pouvoir à instruire son procès, au moment même où des poursuites sont engagées contre des militants accusés de «terrorisme», Max Siméoni semble confirmer sa volonté de marquer ses distances par rapport au FLNC.



Il y a 13 mois, Max Siméoni et 15 militants faisaient sauter une cave viticole à Aghione.

2 milliards 780 millions d'anciens francs :

## LE TRÉSOR D'AMAURY

Emilien Amaury n'est pas mort dans le dénuement. On s'en doutait. Ses «économies» (en plus des biens du groupe Amaury) viennent d'être chiffrées avec précision : 2 780 000 000 AF que le patron du *Parisien Libéré* avait mis à l'abri peu avant sa mort, dans les coffres de l'agence du Crédit du Nord de Chantilly. C'est sa fille Francine qui par sa précipitation à récupérer le magot, a mis le fisc en alerte.

Depuis la mort du PDG, le fisc est occupé à régler sa succession, particulièrement compliquée. Or, récemment, les services du fisc se sont aperçus que Francine Amaury avait vidé les trois coffres de l'agence de Chantilly. La première mesure a été de rattacher cette somme à l'héritage pour récupérer les droits de succession. Mais l'affaire ne s'arrête pas à une tentative de tromper le

fisc. Celui-ci en effet a de sérieux doutes sur l'origine des fonds : ses rapports d'enquête portent sur «les avoirs d'Emilien Amaury, paraissant provenir de dissimulation de revenus».

Rien n'était plus facile à Amaury qui avait mis en place un système de sociétés multiples si compliqué que le gérant d'une de ces sociétés lui-même n'arrive plus à s'y retrouver. Les syndicats des impôts faisaient quant à eux remarquer, «le caractère profondément anormal de cette situation laisse supposer sur le plan financier et fiscal, l'existence de graves irrégularités, sinon de manœuvres frauduleuses».

Quant aux travailleurs du *Parisien Libéré* licenciés en masse, ils ne manqueront pas de rapprocher le montant du trésor d'Amaury d'un autre chiffre : le milliard d'AF de déficit, qui fut le prétexte avancé par Amaury pour les licencier.

## LES ENTRETIENS DE BICHAT 1977

Créés il y a 31 ans, les entretiens de Bichat réunissent tous les ans des milliers de médecins de ville, de médecins hospitaliers et de chercheurs en diverses disciplines.

De nombreuses tables rondes et débats y sont organisés sur les sujets les plus divers : «le cancer guéri», «l'enfant du divorce», «les accidents de la pilule», «les lésions hépatiques médicamenteuses», «le coût de la santé», etc...

Pour les médecins qui les suivent chaque année, les entretiens sont un complément à leur formation, compte tenu de l'absence totale d'enseignement médical post universitaire. Dans cet immeuble, les contributions sont d'intérêt très inégal et les conférences organisées par certaines «vedettes» (de la cancérologie par exemple) sont loin d'être les plus intéressantes. Ainsi la table ronde au titre prétentieux «le cancer guéri» préparée par Boiron, Israël, Gissel-

brecht, apportera peu d'éléments nouveaux, hormis que la thérapeutique des cancers s'améliore lentement. Par contre celle au titre bien hermétique «les inhibiteurs des récepteurs H2 à l'histamine» est riche de conséquences pour l'amélioration du traitement des ulcères de l'estomac. Enfin la place relativement importante des contributions consacrées à des problèmes diététiques et aux dangers des médicaments traduit la préoccupation chez un certain nombre de chercheurs de mieux cerner certaines causes de maladies.

L'autre aspect de ces entretiens, c'est l'image que la bourgeoisie cherche à donner de son système médical à travers le battage fait par les médias, celle d'une médecine scientifique qui progresse et en qui les masses devraient avoir confiance. Vision qui exclu délibérément tant la nature de classe de cette médecine, son fonctionnement que l'origine sociale de nombreuses maladies.

## Roussel-Uclaf (Rhône) un ouvrier tué par une explosion

Un ouvrier de l'usine Roussel-Uclaf de Neuville-sur-Saône (Rhône) est mort lundi matin, atrocement brûlé. Didier Raffin, 26 ans, délégué CGT surveillait une cuve quand une violente explosion l'a jeté à terre. Les causes exactes de cette explosion ne sont pas encore connues. On sait peu de chose de la fabrication du produit traité par l'atelier (de l'isochlorofloctéinol), la direction s'étant arrangée pour que le CHS n'ait aucun droit de regard sur cette production.

A la suite de cet accident, tous les travailleurs ont cessé le travail et manifesté pour exiger la sécurité dans l'usine. Avec la mort de Didier Raffin, c'est le septième accident grave qui se produit en un an et demi. Les conditions de travail sont particulièrement insupportables : manque de ventilation, tuyaux en plastique qui se chargent d'électricité statique, à tel point que les nouveaux embauchés préfèrent partir dès qu'ils le peuvent.

Inquiète de cette mobilisation, la direction a jeté du lest en promettant de satisfaire les revendications sur la sécurité. Mais ce ne sont pour l'instant que des promesses. Et un ouvrier est mort, nouvelle victime de la course au profit.

## Augmentations à l'horizon

Selon les prévisions du gouvernement, les loyers libres augmenteront l'année prochaine de 6,5 %. Pour les HLM, l'augmentation se fera en deux temps : 3 % au 1<sup>er</sup> février, puis 3 % encore au début du deuxième semestre.

L'eau verra son prix en hausse de 6 % et les transports de 6,5 %.

## Inculpation du grand patron de Michelin

François Michelin, PDG du groupe, a été inculpé vendredi pour pratiques discriminatoires envers un de ses distributeurs, refus de communication de tarif et refus de vente. C'est la conséquence d'une plainte déposée il y a deux ans par le PDG de la Socap, dépositaire de pneumatiques à Moulins dans l'Allier. On ignore pour l'instant quels étaient les motifs de l'attitude de Michelin : il pourrait s'agir d'une tentative de sa part pour développer son propre réseau de distribution.

## Ardèche : libération de trois inculpés

Benoît Mouillot, Jean-Pierre Moire et Jacques Allal, inculpés de recel de malfaiteurs après le hold-up de Villefort ont été remis en liberté par le procureur de Privas. Il apparaît que leur inculpation ne tenait guère puisque Pierre Conty, Jean-Philippe Mouillot et Stéphane Vieupécat sont passés à Rochebesse avant qu'un mandat d'arrêt soit lancé contre eux.

## Nucléaire : réunion de l'agence pour l'énergie atomique

A Vienne s'est ouverte la conférence annuelle de l'Agence Internationale pour l'Énergie atomique. Le directeur de l'Agence a repris à son compte les conclusions de certains rapports présentés à la conférence d'Istanbul, déclarant que le pétrole et le gaz naturel seraient épuisés avant la fin du siècle et que le nucléaire était la seule ressource d'énergie immédiatement utilisable. De son côté, Carter a envoyé un message à la conférence où il renouvelle son désaccord avec le développement des exportations de technologie nucléaire.

# abonnez-vous

Le quotidien du peuple

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

**A un abonnement à**

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

**et à un livre ou un disque au choix**

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alein Bouc)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chemis palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile  Resistencia
- Naussac et La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

**sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple**

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (listé sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales) .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....  
 Ville ..... Date : .....

Abonnement normal 350 F   
 Abonnement de soutien 500 F   
 ..... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte : n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte "abonné-ami", qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

**POLITIQUE**

Journées parlementaires RPR

## LES DIVISIONS DE LA GAUCHE DIVISENT LA DROITE

On se garde pour le moment au RPR de paviser trop vite car il n'est pas exclu pour le moment une réconciliation de la gauche au moins jusqu'en 78. N'empêche que les péripéties de la renégociation, «bouleversent» les calculs du RPR qui semble désespéré : les participants aux assises passent beaucoup de temps à faire du tourisme dans la région !

Les députés ont commencé par écouter d'une oreille distraite une lettre que Raymond Barre leur avait adressée ; celui-ci étant sur le point de se rendre en URSS, il n'a pu venir la lire lui-même. Cette lettre comporte une fois de plus une série de déclarations d'autosatisfaction sur le redressement «de notre économie», affirmation qui s'appuie notamment sur les moins mauvais résultats de l'indice d'août, le plus truqué de tous. «Mais, prend-il le soin d'ajouter, nous ne sommes pas au bout de nos peines». Sur le plan strictement politique, on se doute que les graves contradictions qui ont éclatées à gauche sont l'occasion pour Barre de les mettre en rapport avec l'accord réalisé dans les conditions que l'on sait autour du squelette manifeste de la droite. Les «modifications du paysage politique» mettent Giscard

«Les fines analyses» de Chirac, décrivant les aléas des tractations autour de la version 77 du programme commun comme «des péripéties sans intérêt» sont mises à mal ces derniers temps.

Cela embarrasse bien Labbé, le chef du groupe parlementaire RPR à l'assemblée. C'est ce qui ressort de la première journée des assises que tient ce groupe à Menton.

Certes, le RPR ne croit pas «à un retournement d'alliances» avant 78 et il a sans doute raison sur ce point ; mais il ne soutient plus que les différences entre les deux principaux partis de la gauche ne sont que de détail. On se doute que ces assises tournent bien plus autour de l'échéance de 78 que sur la préparation de la prochaine session parlementaire qui s'ouvrira bientôt.

dans une situation complexe : doit-il poursuivre ses avances au PS même s'il sait que celui-ci n'y répondra pas ouvertement avant les législatives et risquer ainsi de relancer la querelle de la droite, ou doit-il, pour le moment, passer compromis avec le RPR afin d'insister lors de la campagne électorale sur l'unité qui règne dans la majorité. Il semble que pour le moment, tant en tout cas que la rupture de la gauche n'est pas une certitude, que Giscard préfère miser sur la carte majoritaire ; dans sa lettre, Barre déclare : «Je le ferai (d'exercer mes responsabilités) dans la plus entière loyauté à l'égard du chef de l'Etat et dans le respect de la personnalité de toutes les formations poli-

tiques désireuses de soutenir l'action du président de la république et du gouvernement».

Dans une interview au Figaro, Barre prend moins de précautions que devant les firmes sur le ton de «on vous l'avait bien dit» à l'adresse de Chirac : «Avant cet échec, à diverses reprises, j'ai dit que ce qu'on appelait l'union de la gauche était une apparence et qu'il y avait chez les différentes formations de l'opposition des lectures très différentes du programme commun. Tôt ou tard, ces formations devaient sortir d'un langage électoral qui faisait appel à une immense espérance et séduisait par un certain lyrisme (...) l'accord entre les formations

de l'opposition, n'était pas viable, puisqu'il n'était pas un accord entre les arrières pensées».

Labbé n'est pas, nous l'avons vu, aussi net. Dans une interview à la radio, il a déclaré : «Notre analyse changerait si les communistes et les socialistes étaient totalement désunis. Nous sommes convaincus qu'entre communistes et socialistes, au delà du programme commun, il y a un très solide pacte électoral. Celui-ci est aussi dangereux qu'un accord qui est devenu un peu un mythe».

Au sujet du PS, Labbé a déclaré : «Le PS est un parti divers, et il a à sa tête, F. Mitterrand qui a l'avantage d'être un homme très divers, et qui peut fédérer en quelque sorte des tendances assez contradictoires. Alors, il est possible qu'un jour des socialistes se décident à entrer dans le camp de la majorité ; mais ça ne sera pas le PS tout entier. Posez la question à M. Chevènement, demandez au CERES, s'ils sont prêts à apporter leurs voix au candidat du parti républicain».

François MARCHADIER

### Aménagement du secret de l'instruction

En conseil des ministres, Peyrefitte était censé présenter des mesures consécutives à son rapport sur la violence. Il n'en a rien été, les quelques réformes annoncées n'ont qu'un très lointain rapport avec la prévention de la violence.

Le choix des jurés composant les jurys d'assises sera remplacé par un tirage au sort sur la base des listes électorales afin, est-il précisé, que la composition des jurys reflète plus exactement celle de la population.

Le secret de l'instruction sera aménagé, le procureur de la République pourra faire des communications sur les éléments d'une enquête en cours pour faciliter ou informer le public, cette possibilité est étendue aux juges d'instruction et aux avocats.

Enfin les effectifs de la police judiciaire vont être très notablement accrus, par le biais de l'extension de la qualité d'officier et d'agent de la police judiciaire.

### Presse : sortie du Figaro-Dimanche

La bataille de la presse continue : après la parution de J'Informe, qui tente de s'opposer au Monde, la direction du Figaro vient d'annoncer la parution dès samedi prochain du Figaro-Dimanche, destiné à trouver place dans le concert des hebdomadaires.

### Législatives : bataille des investitures

Union de la gauche ou pas, les élections sont dans quelques mois maintenant. Aussi la bataille des investitures est-elle largement entamée. Ainsi, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, la question est de savoir quel sera le candidat de la gauche. Au départ, un accord existait entre PS et MRG. Cet accord étant rompu après le coup d'éclat de Fabre, Swartzenberg représentera le MRG ; restait le candidat du PS : la direction a proposé Attali, l'économiste en vue du parti de Mitterrand. La section du 14<sup>e</sup>, contrôlée par le CERES, en a décidé autrement : c'est finalement une certaine Madame-Avisse qui défendra les couleurs du PS.

Sous réserve de nouveaux rebondissements, ici comme ailleurs...

### Un nouvel angle d'attaque !

On a pu assister, mardi sur TF 1, à un duel entre René Andrieu, éditorialiste et rédacteur en chef de l'Humanité, membre du comité central du PCF, et Michel Bassi, secrétaire général de «l'Association pour la démocratie», succursale propagandiste giscardienne. Ce dernier a mené la vie dure au représentant du PCF, notamment en l'interpellant sur le projet PS-PCF à long terme de son parti. Bassi a estimé que la controverse PS-PCF a permis de «dissiper le camouflage, le rideau de brouillard dressé depuis 5 ans par le PS à propos du programme commun». Les réactionnaires de son genre sont suffisamment habiles pour tenter de mettre à leur profit la contradiction opposant le projet capitaliste d'Etat du PCF à sa propagande habituelle. Il est vraisemblable que cet angle d'attaque sera de plus en plus repris par la droite.

## Querelle PC-PS

## CHEVENEMENT : CHANGER DE MÉTHODE POUR ÉLUDER LE FOND

● Depuis les débuts de l'affrontement ouvert entre les partis de gauche, on avait pu constater un certain effacement du CERES.

Ce silence vient d'être rompu par un long article de Chevènement, encore lui, publié dans *Le Monde*. Le député de Belfort essaie d'y formuler un certain nombre de propositions pour sortir du blocage actuel de la gauche.

Premier élément intéressant : Chevènement reconnaît que rien de précis n'était ressorti de la négociation de 72, négociation à laquelle il participait, menant même précisément les discussions économiques au nom du PS. L'interprétation différente d'une même négociation aurait amené des fluctuations diverses dans les positions de chacun : Chevènement se paie même le luxe de souligner qu'y compris du côté du PCF, on n'a pas toujours été ferme sur la nationalisation de l'ensemble des filiales, et de rappeler un texte d'*Economie et Politique* daté de mai 77 :

Quelle est donc la « solution » du CERES ? Elle part du principe qu'il y a aujourd'hui trois points de divergence :

— ce qu'il advient du capital privé dans les filiales nationalisables,

— le type de gestion à mettre en œuvre dans ces mêmes filiales,

— et enfin la rémunération des capitaux privés « ce qui pose le problème de la logique économique à laquelle obéirait le nouveau secteur public ».

Divergences énormes on le voit, et qui portent au fond sur le type de capita-

lisme à instaurer. Pourtant, assis entre deux chaises, Chevènement pense pouvoir trouver un terrain d'entente satisfaisant tout le monde.

Son long développement se résume en ceci : plutôt que de se quereller sur une liste de filiales, prenons le problème globalement. Le programme commun envisage la restructuration des principales branches industrielles, donc envisageons cette restructuration dans un très court terme. Toutes les entreprises qui s'intégreront dans ces transformations des struc-

tures doivent être nationalisées, les autres, les petites filiales, celles « dont ni la taille, ni la spécialisation ne justifiaient la transformation en entreprise nationale entreraient soit dans le secteur mixte de l'économie, soit feraient retour au secteur privé. »

Pendant les quelques mois nécessaires à ces restructurations, Chevènement propose de bloquer les avoirs privés, et surtout de « faire comme si », c'est à dire de tout nationaliser pour, après, faire le tri...

Lors des premières séances de la renégociation, le même Chevènement, avant d'être remplacé par Georges Sarre, avait déclaré que, quand une négociation était bloquée, il fallait la compliquer. De ce point de vue, il semble que cette fois-ci il ait assez bien travaillé : la proposition faite ne revient-elle pas, à première vue, à reporter après les élections la détermination de la liste des entreprises à nationaliser ?

En tous cas, le CERES recherche actuellement le bénéfice d'une éventuelle relance de la négociation. Et, une fois de plus, on

retrouve sa tentative pour maintenir une apparence de balance égale entre son propre parti et le PCF. Non seulement dans le contenu même de la proposition sur les nationalisations, mais également dans l'appréciation des attitudes politiques. Chevènement voit en effet dans la rupture des négociations l'effet du « technicisme » de la direction du PS et du caractère « passionnel » du PCF. Après quoi, il en vient à critiquer, d'une part « la ligne Soarès qui nous ramènerait aux errements du passé » et d'autre part à reprocher au PCF « des polémiques menées contre le parti socialiste » qui « n'ont pas favorisé son évolution ».

Voilà en tous cas un article qui donnera à réfléchir à la direction du parti socialiste : étant donné que le CERES représente encore un tiers du parti, après le congrès de Nantes, il serait dangereux pour Mitterrand, s'il l'envisage, de s'engager immédiatement dans une perspective de gouvernement socialiste homogène, sans le PCF, qui rencontrerait l'hostilité de cette tendance.

## Le poids du CERES dans le PS

Depuis le Congrès de Nantes, on n'entendait plus beaucoup parler de la tendance CERES du parti socialiste : on se souvient en effet qu'elle avait essuyé un échec dans sa tentative pour réintégrer la direction du PS. Dans la dernière période, ce sont surtout certaines frictions internes qui avaient attiré l'attention, notamment lorsque Chevènement et Motchane, deux de ses principaux leaders, avaient quitté la salle du comité directeur du PS sans être suivis par les autres membres de leur courant.

Cependant, la direction du PS, dans la tactique qu'elle va définir vis à vis du PCF dans la période, devra certainement encore tenir compte de ce courant. En effet, à moyen terme, le CERES pourrait, en cas de rupture plus nette de l'union, devenir une structure d'accueil, extérieure cette fois au PS, pour un certain nombre de ses membres déçus par la direction.

Certes, dans l'immédiat, un certain découragement peut exister dans ses rangs : le CERES ne s'est-il pas toujours proclamé le plus ferme partisan de l'alliance stratégique avec le PCF, et celle-ci n'apparaît-elle pas aujourd'hui compromise ? Pourtant, ses responsables ont encore des instruments de pression assez importants.

On l'a vu récemment dans le Val de Marne : bien que la liste socialiste ait vu se reporter sur elle un certain nombre de voix de droite lors des dernières élections sénatoriales, elle s'est vu souffler un siège par le PCF, pour une différence inattendue de 8 voix. De là à penser que certains grands électeurs du CERES auraient voté pour le PCF, il n'y a pas loin. Certains chiffrent même à quarante ce report.

Naturellement, dès les premières rumeurs qui se sont répandues à ce sujet, le CERES a réagi en démentant, et en demandant que la direction du PS fasse une enquête.

Quels qu'en soient les résultats, la direction du PS qui n'est pas dupe, ne manquera pas de voir dans ce scrutin un avertissement. La menace pourrait être brandie par certains secteurs de la minorité du parti de jouer contre le PS aux élections, en cas de rupture trop nette de l'union de la gauche. D'autre part, la direction socialiste ne se trouve guère en position, en ce moment, d'ouvrir dans ses propres rangs un deuxième front en attaquant directement sa minorité : elle a assez à faire, dans la période, avec les contradictions qui l'opposent au PCF.

Il reste que le CERES

connaît lui-même ses propres difficultés, notamment à la fédération de Paris, où il paie la campagne électorale manquée de Georges Sarre. Et, dans l'Est, un certain nombre de ses militants se trouvent purement et simplement aspirés par le PCF. Avec l'éclatement des contradictions du programme commun, les diverses tendances au sein du PS vont en tout cas devoir se resituer. Mais en attendant que la situation de la négociation s'éclaircisse, chacun se garde bien dans l'immédiat de faire le moindre pas qui puisse compromettre l'avenir.

Jean LERMET



## Du côté du PS : « si nous rompions »...

Va-t-on vers une rupture de l'union de la gauche ? Pour le moment, ce n'est pas sûr du tout. Le PCF, lui, n'a pas d'autre stratégie de rechange pour parvenir au gouvernement, son objectif essentiel. Mais du côté du PS, hypothèses et sondages vont bon train et caressent cette idée : « Si nous rompions... »

Bien sûr, le semi-officiel organe du PS, *Le Matin* entoure cela d'un voile pudique : « Pareilles supputations peuvent paraître un peu cynique alors que la rupture n'est pas définitivement consommée entre les partis de gauche. Mais il n'est pas inutile d'avoir ces données électorales dans l'esprit pour suivre le déroulement des grandes manœuvres politiques dans les semaines et les mois qui viennent... »

Mais le même journaliste, analysant les différents résultats électoraux de la gauche depuis 1958, en conclut très crûment : « A la lumière de ces diverses expériences passées, il est naturellement tentant de conclure que la meilleure situation pour les socialistes est d'aller aux élections avec un simple accord de désistement et un vague accord politique avec le PC. Ils peuvent ainsi envisager de gagner sur les deux tableaux au second tour, bénéficiant d'un bon rapport communiste et d'un renfort centriste appréciable. »

Il note enfin, qu'en cas de duel au second tour entre un PS et un RPR, le PR préfère voter pour les premiers : « C'est l'hypothèse que redoute le plus J. Chirac et qui comblerait les vœux secrets de V. Giscard d'Estaing. »

Et le PC, qu'en penserait-il ? Sans doute refuserait-il un « simple accord électoral » qui ne lui donnerait qu'une quarantaine de sièges. A ce moment là, l'entente d'un PS renforcé électoralement et de giscardocentristes semble très tentante.

Jean Daniel, grande plume du PS, donne par avance une justification idéologique à une rupture de l'union de la gauche. Il décrit en effet ainsi les projets du PCF : « Étatisme massif, productivisme autoritaire (...), création d'un bunker dans le secteur nationalisé contrôlé par le PCF et la CGT (...). Les objectifs du PC inquiètent mais ses méthodes font peur et son ton angoisse (...), et en concluant que tant que le PCF sera ce qu'il est, il est impossible que l'on puisse parler d'un programme commun. Quant à Bérogovoy, l'un des lieutenants de Mitterrand, il a donné une définition saisissante de l'union de la gauche : « Avant d'être un accord entre les partis, l'union de la gauche est une aspiration profonde qui s'est incarnée autour de François Mitterrand. »

Et Defferre d'envisager, en cas de rupture maintenant, un gouvernement Mitterrand en 78, qui proposerait au PCF d'y participer. Libre à lui de refuser.

Le dernier sondage du *Progrès* (de Lyon) appuie opportunément ces hypothèses : 50 % des électeurs rendraient responsables le PCF de la rupture, alors que 16 % seulement en accusent le PS. 66 % des électeurs estiment que le PS va chercher d'autres alliés que le PCF. Et 43 % des électeurs socialistes, déjà, souhaitent un rapprochement du PS avec les centristes. De plus, 54 % des électeurs de la majorité appellent leurs vœux un tel rapprochement. A vrai dire les sirènes d'une « ligne Soarès » (impliquant la rupture avec le PCF et une alliance avec les centristes, parlent haut, en ce moment. D'une part, c'est un moyen de pression sur le PCF. Mais, c'est aussi, malgré le poids du CERES et de Chevènement, une voie ouverte, si jamais la rupture se consommait dès avant 78.

## MUNICIPALITÉS DE GAUCHE : THIONVILLE, HAGONDANGE, LILLE, NANTES...

Conséquence directe de la désunion au sommet de la gauche, les querelles et les polémiques se multiplient au sein des municipalités d'union de la gauche élues en mars, il y a 7 mois.

Après l'affaire de Thionville, un autre conseiller municipal du PS vient d'annoncer son adhésion au PCF, à Hagondange cette fois-ci. A Lille, le torchon brûle entre la vieille garde SFIO, emmenée par Notebart, et les élus PCF de l'agglomération. Enfin, dernier affrontement en date, à Nantes : le maire socialiste, Chenard, ayant proposé sa médiation dans la lutte des travailleurs de Dubigeon, s'est vu vertement rabroué par les conseillers PCF, qui l'accuse « de mettre à dos les travailleurs et le patronat du chantier naval ». Position surprenante s'il en est puisque les « médiations » du PCF sont fréquentes, là où ça peut servir leurs desseins...

Toujours est-il que les travailleurs de Dubigeon assistent maintenant à un curieux ballet : les élus PCF viennent apporter leur soutien, et quelques minutes plus tard, c'est au tour des élus socialistes. La tactique qui consiste à se servir des travailleurs comme masse de manœuvre apparaît ici avec netteté.

## INTERNATIONAL

## La guerre de la pêche

Les négociations sur la pêche, engagées entre les 9 du Marché commun et l'URSS, ne semblent guère progresser actuellement. En attendant l'éventualité d'un accord à plus long terme, les ministres des 9 ont décidé, la semaine dernière, de prolonger jusqu'à la fin novembre, le régime actuel qui tolère que dans certaines limites, les chalutiers soviétiques viennent pêcher dans la zone des 200 milles communautaires.

Les négociations en cours ne seront sûrement pas facilitées par la décision des autorités soviétiques à la fin de la semaine dernière, d'arraisonner deux chalutiers français et un chalutier britannique qui pêchaient dans la mer de Barents. Quant à la pratique du pillage à grande échelle par les chalutiers soviétiques, elle risque fort d'entrer en contradiction avec certaines mesures envisagées par la CEE, telle que l'interdiction de la capture de harengs jusqu'à la fin de 78, pour reconstituer des réserves en poissons menacées par une pêche trop intensive.

## Hypocrite proposition soviétique sur les essais nucléaires

Le ministère des affaires étrangères soviétiques, Gromyko, a présenté devant l'Assemblée générale de l'ONU, dans la nuit de mardi à mercredi, une proposition visant à interdire les essais nucléaires souterrains : un nouveau moyen pour tenter de faire croire aux intentions pacifiques de l'URSS.

Sans doute, les dirigeants soviétiques estiment-ils que pour eux, la poursuite des essais nucléaires souterrains n'est plus indispensable au perfectionnement de l'arsenal nucléaire soviétique qu'ils ne cessent de développer, dans le cadre de leurs préparatifs de guerre.

## Rencontre Mitterrand-Smidt

## La marque des sociaux-démocrates allemands

Mitterrand rencontre jeudi, à Bonn le chancelier allemand Schmidt. Ce sera, selon la direction du SPD, le premier «entretien approfondi» entre les deux hommes. Cette rencontre s'inscrit dans tout une série de contacts de plus en plus fréquents entre le PS et le SPD, dont la réunion d'un «groupe de travail» des deux partis, lundi dernier.

Le parti de Mitterrand est en effet membre de l'Union des partis sociaux-démocrates de la CEE, présidée par le social-démocrate allemand, Wilhelm Dröschner qui déclarait à propos du programme adopté en juin par cette union : «il porte la marque du parti social-démocrate ouest-allemand». C'est-à-dire la marque d'un parti qui envisage allègrement les deux millions de chômeurs en Allemagne fédérale, en 1978 et qui, devant le récent Congrès des métallos, indiquait, par la bouche de Schmidt, que «la situation exige... des sacrifices»...

## USA - URSS discussions sur l'Océan Indien

Une délégation soviétique se trouve actuellement à Washington pour discuter de la question de l'Océan Indien. Elle a rencontré la délégation américaine dirigée par Warnke, le chef de l'Agence pour le contrôle des armes et le désarmement.

Le représentant américain a proposé aux Soviétiques que le niveau de l'activité navale dans l'Océan Indien soit stabilisé à son niveau actuel. Selon les chiffres fournis par les États-Unis ceux-ci entretiennent en permanence trois navires basés à Bahrein. Depuis 1973, cette force est appuyée par six navires qui se relaient tous les trois mois. En outre, les USA accélèrent les travaux d'installation de la base de Diego Garcia. L'URSS entretient une flotte de vingt navires dont huit bateaux de combat de surface et un sous-marin.

## De Washington à Moscou

## BARRE SOUS PRESSIONS

Cependant, l'élément qui est au centre des voyages du premier ministre est la tentative de faire admettre par les USA et l'URSS les propositions nouvelles concernant le désarmement, moyennant certaines modifications de la politique française en la matière, une question qui agite l'ensemble des partis bourgeois, très fortement depuis le début de l'année.

Pour que les propositions prennent corps cependant, il faut que les superpuissances les acceptent. Le gouvernement s'est attaché à donner à ses rapports avec l'une et l'autre des superpuissances, l'image de «l'équilibre», il insiste sur le fait que les mêmes thèmes sont discutés dans les deux capitales. Cette impression que veut imposer le gouvernement est encore renforcée par le fait qu'il a délibérément mis en avant l'affaire Airbus en affirmant que les soviétiques opposent à l'atterrissage de cet avion à Moscou, un refus de la même façon que les américains refusent l'atterrissage de Concorde à New York et pour des raisons semblables : les soviétiques bloqueraient le marché jusqu'à ce qu'ils aient mis au point un avion équivalent d'une part, et d'autre part jusqu'à ce

● Les Soviétiques semblent avoir voulu donner au voyage de Barre à Moscou, une certaine solennité : les honneurs de la télévision soviétique, pour dire qu'*«il souhaitait la poursuite des relations franco-soviétiques»*, accueil de Kossyguine sur l'aéroport, rencontre probable avec Brejnev.

Du coup, dans l'entourage de Barre et aux services de presse du quai d'Orsay, on commence à claironner que ces marques d'attention consacrent la stature d'homme d'État du premier ministre. Comme tout ce qui se fait aujourd'hui, le voyage de Barre prend donc une dimension intérieure et électorale évidente : en l'occurrence il s'agit d'imposer Raymond Barre comme chef de la majorité.

Le voyage à Washington, il y a quelques jours puis à Moscou aujourd'hui, sont destinés à montrer qu'il est capable de défendre les «couleurs françaises» dans les capitales des superpuissances.

qu'ils aient obtenu une part plus importante de trafic aérien entre Paris et Moscou.

## L'AFFIRMATION D'UNE VOLONTÉ

En mettant en avant l'affaire de l'Airbus dont Barre souhaite reparler à Moscou, l'impérialisme français a voulu indiquer à Brejnev qu'il ne veut pas se laisser malmener sans réagir. La pitoyable prestation de Giscard lors de son voyage à Moscou en octobre 75, les prétentions soviétiques exprimées sans ombrages par Ponomarev venant à Paris pour exiger publiquement un changement de la politique exté-

rieure française : ces épisodes auxquels l'impérialisme français n'avait pas réagi, aujourd'hui, il entend les effacer en prétendant à une politique moins molle. Giscard avait dit non aux demandes de Brejnev à Paris en juin dernier, Guiringaud a répliqué sèchement aux critiques qui étaient faites par l'URSS, lors de son voyage en Afrique australe.

## QUESTIONS ECONOMIQUES ET PRESSIONS POLITIQUES

Barre retrouvera ces questions à la grande commission qu'il veut présider lors de sa visite à Moscou. Du côté de Mos-

cou, si l'on ne prend pas ombrage des manifestations de résistance, des choses cependant claires sur le plan économique, la plupart des contrats négociés sont sur point mort. D'une part les soviétiques exigent des crédits à des taux d'intérêts préférentiels, d'autre part ils exigent que les patrons français achètent plus chez eux notamment des machines, cela répond au souci soviétique de s'imposer sur le marché occidental.

Mais les relations économiques sont bien entendu, utilisées également comme moyen de pression politique.

En l'affaire, l'URSS dispose d'une arme importante : elle est le premier client de l'impérialisme français dans le domaine des biens d'équipement.

A l'heure du voyage de Barre, les dirigeants soviétiques ne sont pas plus prêts que lors du dernier voyage de Brejnev en juin à accepter les «garanties» demandées par la France pour son indépendance nucléaire. Ils estiment que les déclarations de Rambouillet sur la non-prolifération nucléaire et la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement» suffisent bien.

Grégoire CARRAT

## Nouvelles menaces contre les libertés en Allemagne fédérale

## STRAUSS DEMANDE L'INTERDICTION DES ORGANISATIONS D'EXTRÊME-GAUCHE

Les dirigeants chrétiens démocrates (CDU - CSU) ne réclament ni plus ni moins, en effet, que l'interdiction des organisations politiques qui envisagent dans leur programme le recours à la violence révolutionnaire. Le seul fait pour un militant de se réclamer de la lutte des classes, c'est déjà selon la déclaration faites ce week-end, par les dirigeants de la démocratie chrétienne, constituer «un relais sur la route du terrorisme» et, de ce fait, être suspect. Du coup toute organisation se réclamant simplement de la lutte des classes pourrait être menacée d'interdiction. Strauss qui s'adressait dimanche au congrès de la branche bavaroise de la CDU, a déclaré notamment : «Celui qui enseigne le conflit comme seule vérité historique et fourre cela dans la tête de la jeunesse est un accoucheur spirituel du terrorisme anarchiste... celui qui diffame les patrons et les salariés en les qualifiant d'exploiteurs et d'exploités tous ceux-là sont des ennemis de la paix intérieure... Il y a toujours des personnes qui, du haut de leur chaire ou dans un micro, ont été les auteurs

● Au lendemain du quadrillage policier le plus important qu'ait connu la République fédérale allemande, depuis la dernière guerre, le chef de la démocratie chrétienne allemande, Strauss, a tiré ses «conclusions» du rassemblement anti-nucléaire de Kalkar. Prétendant : «nous avons été à Kalkar, au bord d'une catastrophe. Les terroristes infiltrés pouvaient mettre la région à feu et à sang», il a tenté de justifier par là la demande de mesures qui seraient d'une extrême gravité pour les libertés démocratiques en Allemagne.

spirituels des actes... La bombe et la mitraillette ne sont que la fin de la chaîne». Sous prétexte de briser la chaîne, Strauss a d'ores et déjà réclamer l'interdiction de 3 organisations se réclamant du marxisme-léninisme (le K.B.W, le KPD et le KPD-ML). Parmi les autres mesures, dans le cadre d'un «programme offensif pour le rétablissement et l'amélioration de la sécurité intérieure», les chefs chrétiens-démocrates réclament, par exemple, la surveillance continue des militants relâchés, l'interdiction partielle des manifestations, le contrôle rigoureux des voyageurs dans les hôtels, etc.

Même s'ils ne sont pas suivis par les sociaux-démocrates, les chrétiens-dé-

mocrates peuvent arriver à leurs fins par un processus conforme à la Constitution de RFA : en effet, ils peuvent obtenir que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe soit saisie de leurs projets de loi, par le biais du Bundesrat, l'autre chambre du Parlement allemand, où sont représentés les Länder (découpage territorial), gouvernés en majorité par les chrétiens-démocrates.

Assurément, les nouvelles mesures répressives préconisées par la CDU s'inscrivent dans la polémique engagée avec le parti au pouvoir : une certaine surenchère est utilisée pour accroître les difficultés de Schmidt et des sociaux-démocrates, aux prises avec l'affaire Schleier. Mais les propositions

chrétiennes - démocrates font également partie de tout un processus de concertation mis en place par le gouvernement lui-même, qui a demandé que tous les partis collaborent pour mettre au point, un plan de lutte plus efficace contre «le terrorisme».

Cette volonté de s'opposer à tout mouvement populaire, à ceux qui «en veulent à notre démocratie chèrement acquise», selon les paroles du chef de chantier de la centrale de Kalkar, le gouvernement allemand l'a largement démontré par la chape de plomb qu'il a imposée à l'Allemagne en profitant du rassemblement anti-nucléaire et en tentant de l'identifier à des actions terroristes. Témoin de cette détermination des autorités allemandes, la réflexion d'un ministre de l'intérieur du Land où se déroulait le rassemblement «Nous savions approximativement combien il y avait de gens et combien Kalkar pouvait en contenir. C'est pourquoi nous avons empêché plusieurs dizaines de milliers de jeunes d'y arriver... C'est nous qui décidions du nombre qui devait arriver sur place et de l'heure de ces arrivées».

## La question du proche Orient à l'ONU

LA POSITION «ÉQUILIBRÉE»  
DES NEUF

La question du Proche-Orient est un des points à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU qui s'est ouverte le 26 septembre. Parlant au nom de la Communauté européenne, le ministre des Affaires étrangères de Belgique a déclaré au sujet du proche Orient : «Les membres de la communauté européenne sont convaincus qu'un règlement devra être fondé sur le principe de l'indivisibilité de l'acquisition de territoires par la force et la nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'il maintient depuis le conflit de 1967... Le peuple palestinien doit participer aux négociations et Israël doit être prêt à reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien...» et la partie arabe doit être prête «... à reconnaître le droit d'Israël à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues».

Cette déclaration exprime les positions de la CEE sur le Proche-Orient, telles qu'elles ont été définies lors de la réunion du Conseil de l'Europe, à Londres, le 29 juin 1977. Dans une déclaration, les Neuf avaient alors insisté sur «les droits du peuple palestinien» en ces termes : «Les Neuf sont convaincus qu'une solution du conflit au Moyen Orient ne sera possible que si le droit légitime du peuple palestinien à donner une expression effective à son identité nationale se trouve traduit dans la réalité, qui tiendra compte de la nécessité d'une patrie pour le peuple palestinien».

Depuis la guerre d'octobre de 1973, la politique de la CEE sur le Proche-Orient a connu des modifications : la lutte des peuples arabes, le recours par les pays arabes à l'arme du pétrole ont fait pression sur l'Europe occidentale. En novembre 73, les Neuf firent une déclaration demandant l'application des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU en ajoutant qu'il «devra être tenu compte des droits légitimes des Palestiniens». Mais cette déclaration demandait aussi l'envoi «de forces de maintien de la paix dans les zones démilitarisées prévues...»

Malgré le caractère impérialiste du règlement proposé par les Neuf au conflit du Proche-Orient (insistance sur les résolutions 242 et 338, pour faire reconnaître Israël) cette position représentait un point marqué sur le plan diplomatique, par l'OLP et les pays arabes. Mais il ne s'agit là que d'un aspect de la politique européenne.

L'autre aspect, ce sont les liens solides qui existent entre la CEE et Israël, qui, à chaque occasion,

rendent les positions européennes «ambigües». Bien qu'ils aient fait une déclaration en novembre 73 condamnant l'occupation israélienne, les Neuf ont signé par exemple un accord commercial préférentiel avec Israël en mai 1975. Dans toutes les conférences de l'ONU où Israël est condamné pour son refus d'appliquer les résolutions de l'ONU même, les Neuf votent contre les condamnations d'Israël ou bien s'abstiennent de voter. A la commission des droits de l'homme de l'ONU qui condamnait Israël pour «crimes de guerre» envers les populations palestiniennes, en février 76, les Neuf s'abstenaient, alors que dans les textes officiels des Neuf, il est

demandé d'appliquer les mesures de la Convention de Genève relatifs aux territoires occupés. Lors de la condamnation du sionisme comme forme de racisme, l'Europe des Neuf a voté contre la résolution. Ce refus de condamner Israël n'est qu'une forme de soutien à la politique d'agression sioniste. C'est ce qui fait dire à l'ambassadeur d'Israël en France en octobre 76 que «les pays de la Communauté européenne ont une attitude équilibrée dans le conflit israélo-arabe».

Les pays de la CEE, qui demandent constamment la reconnaissance d'Israël par les pays arabes et l'OLP, se déclarent favora-

bles à «la convocation de la conférence de Genève» tout en maintenant un épais brouillard sur leurs positions relatives à la nature de la représentation palestinienne à cette conférence, et à la réalité exacte d'une patrie palestinienne dans le cadre de la Cisjordanie et de Gaza, à laquelle ils seraient favorables.

De fait, on ne peut séparer cette évolution des positions des Neuf de l'évolution des positions américaines elles-mêmes. Il semble bien que la politique arabe de Washington ait grandement favorisé l'infléchissement de ces positions européennes sur le Proche-Orient.

## Points de repère sur l'Erythrée 3

PAR Y. EL KHALIL ET J.P. CHAMPAGNY

Du déclenchement de la lutte armée en Erythrée, en 1961, à aujourd'hui, 90% des terres d'Erythrée ont été libérées. Il ne reste sous le contrôle des troupes éthiopiennes que 3 grandes villes, dont la capitale Asmara, et quelques zones fluctuantes. Dans ces régions libérées, l'organisation d'une vie nouvelle a commencé à voir le jour, embryon d'un futur État érythréen.

Les 3 organisations de libération de l'Erythrée (FLE, FLE-PLF et FPLE) qui se trouvent d'accord sur l'objectif principal de la lutte : la libération du pays, contrôlent chacune des zones où elles s'occupent des problèmes quotidiens qui se posent aux masses.

Elles se préoccupent aussi du sort des masses réfugiées au Soudan. En effet, en 1967, suite aux bombardements au napalm de l'aviation éthiopienne contre les villages érythréens, près de 200 000 Érythréens se sont réfugiés au Soudan, à la frontière. L'UNRWA, organisme de l'ONU qui «s'occupe» des réfugiés, a arrêté son aide en 73.

Aussi depuis cette date, les organisations érythréennes mobilisent les masses réfugiées, pour le retour au pays et la lutte contre l'occupation.

Dans les terres libérées, dans les villages, souvent tout est à refaire, après les bombardements éthiopiens : construire des logements, assurer la nourriture aux habitants qui sont restés, et recommencer à travailler sur les terres ayant appartenu à de gros féodaux éthiopiens ou à leurs alliés locaux, les paysans cultivent aujourd'hui les grains, les agrumes et même le café. De grandes fermes ont été construites dans certaines régions, plusieurs familles, associées, y travaillent.

Des ateliers sont créés : ateliers de couture, de menuiserie... Des petites usines de textile sont en cours de construction. Des petites routes également sont



construites un peu partout dans le pays, pour relier des villages entre eux. Autour d'Asmara, 500 kilomètres de route relient ainsi des petites villes, qui n'avaient pas de liens entre elles auparavant.

Sur le plan sanitaire, de nombreux hôpitaux et dispensaires sont construits. C'est un grand progrès pour beaucoup d'Erythréens, vivant sous le joug des féodaux éthiopiens avant la libération. Les services sanitaires ambulants ont beaucoup contribué à soigner les gens de villages très éloignés du centre. Les organisations de libération de l'Erythrée accordent toutes une grande importance à l'alphabetisation des masses rurales et pastorales. Actuellement, des centaines d'écoles primaires fonctionnent, des écoles secondaires commencent à exister. Dans l'enseignement, l'accent est mis sur la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme, la connaissance du pays, son histoire, sa géographie. Dans les camps d'entraînement, et les bases militaires des combattants, une grande part est accordée à des cours politiques et à la connaissance du pays.

Actuellement, en Erythrée trois organisations de libération coexistent : le Front de libération de l'Erythrée (FLE), créée en 1960, est la première organisation de libération qui ait vu le jour en 1975, le FLE s'est fixé pour tâche de libérer l'ensemble du pays et d'y construire, sur la

ruine des institutions coloniales, un Etat démocratique où il y aurait la liberté de culte, de pensée, d'association, de presse... «les institutions démocratiques ne permettront pas l'exploitation de l'homme par l'homme» dit le programme.

Le Front de libération de l'Erythrée - Forces de libération populaire est une organisation créée en 1968, qui se fixe les mêmes buts, de même que le FPLE (Front populaire de libération de l'Erythrée), dont le congrès constitutif s'est tenu en janvier 77. Actuellement, après des discussions entre les deux organisations, un projet d'unification du FLE et FLE-PLF est à l'ordre du jour. Quant à la question de l'unification entre le FLE et le FPLE, elle soulève des discussions : le FPLE est partisan d'un front uni où les organisations conservent leur autonomie, le FLE étant pour une organisation unique.

Le fait que chacune des organisations ait «ses» zones libérées pose avec acuité la question de l'unité entre elles. Selon un responsable du FPLE, la non-prise d'Asmara dépendrait pour une part de cette question, une certaine unification, conditionnant la prise de la capitale. L'éventualité d'une «guerre civile» entre les organisations est aujourd'hui rejetée par les fronts : elles ont connu une telle phase en 72-75, «mais, disent les militants, les masses érythréennes leur ont imposé leur aspiration à l'unité nationale».

Angleterre :  
congrès des Libéraux

Le parti libéral tient congrès. Cela revêt de l'importance pour deux raisons.

—D'abord, ce congrès est le premier d'une série : le congrès travailliste doit avoir lieu la semaine prochaine, le congrès conservateur la semaine suivante.

—Ensuite, parce que pour la première fois doit être discuté le contrat entre libéraux et travaillistes. Grâce à l'appui des treize députés libéraux, le parti travailliste a évité d'être mis en minorité au Parlement, échappant ainsi à des élections anticipées. Il n'est pas certain que ce pacte puisse tenir longtemps.

Algérie-RFA :  
importants contrats

Le ministre des finances d'Allemagne de l'Ouest vient de faire un voyage en Algérie au cours duquel il a signé deux importants contrats de livraison de gaz naturel avec l'Algérie. Les relations économiques entre l'Algérie et la RFA ont considérablement augmenté ces deux dernières années. Avant de quitter Alger, le ministre allemand s'est dit convaincu que les relations économiques entre l'Allemagne et l'Algérie iront se développant davantage et précisé que la coopération «toucherait tous les secteurs, notamment en contribuant à la formation et au management des entreprises.»

MOZAMBIQUE :  
AGRESSION  
DE GRANDE  
ENVERGURE

L'agence de presse mozambicaine a révélé que des combats importants se sont déroulés au cours de la semaine dernière dans les régions frontalières entre l'Afrique du Sud, le Mozambique et le Zimbabwe. Des troupes rhodésiennes aéroportées appuyées par une importante couverture aérienne ont pénétré au Mozambique mardi dernier. Selon l'agence de presse, dimanche les combats se poursuivaient encore.

ÉGYPTE :  
BLOCUS  
CHARBONNIER  
SOVIÉTIQUE

L'hebdomadaire égyptien Akhbar el Yom a révélé au début de la semaine que l'URSS avait stoppé ses envois de charbon cokéifiable à l'Égypte en représailles de l'arrêt des livraisons de coton égyptien en URSS.

L'URSS est le principal fournisseur de charbon cokéifiable de l'Égypte qui l'utilise pour ses hauts-fourneaux. Selon l'hebdomadaire, la Pologne qui est le seul autre fournisseur de charbon cokéifiable de l'Égypte suivrait l'exemple de l'URSS. Le gouvernement du Caire rechercherait d'autres fournisseurs parmi les pays d'Europe occidentale.

**En bref... En bref...**

**Grève sur les pétroliers de la Shell**

Six tankers sont maintenant à quai à Fos ; depuis trois semaines un conflit oppose la direction au personnel embarqué. Contrairement à ce qu'affirme la direction, qui prétend qu'un accord a été signé le 22 septembre, les syndicats maintiennent leur revendication : allongement des congés et réduction du temps d'embarquement. Constatant que ce mouvement peut gagner par contagion l'ensemble de sa flotte pétrolière, car les tankers nouveaux venus à Fos sont entrés en grève à la suite des bateaux déjà immobilisés, la direction de la Shell a lock-outé le super-tanker «Batillus» en rade du Havre

**Crédit Lyonnais : les informaticiens à nouveau en lutte**

Mardi, jugeant que les propositions de la direction étaient à peu près nulles, ils ont massivement débrayé pendant trois heures. La direction est ainsi prévenue que faute de propositions convenables le 29, la grève qui a duré six semaines cet été, reprendrait.

**Manufrance : Saint Etienne**

Deux mille travailleurs de Manufrance ont, pendant deux heures, débrayé pour protester contre les propositions faites par le curateur lundi soir. Soulignant leur détermination à défendre leur emploi, les «Manufrance» ont parcouru les rues de Saint-Etienne pour se rendre en manifestation à la préfecture. Leur action massive soutiendra la délégation syndicale qui doit être reçue mercredi soir au ministère de l'Industrie.

**Roussillon (Isère)**

Les Unions Locales CFDT et CGT appellent à un rassemblement jeudi 29 à 16 heures. Organisée par les syndicats de Rhône Poulenc et de l'Union régionale textile, cette manifestation devrait remporter un large succès de participation ; car de nombreuses actions ont été menées dans les entreprises de la région ces temps derniers. Cette action est organisée sur les thèmes du relèvement du SMIC, de défense de l'emploi, des libertés syndicales. Michel Rolant pour la CFDT et Jacqueline Lambert pour la CGT, y représenteront les confédérations.

**téléphonez au quotidien 636 73 76**



Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

**REPORTAGE**

**Christian Beullac (ministre du Travail) : « Mon obsession, tous les jeunes doivent être casés au bout de 4 mois »**



**France-Soir**

«France-Soir» aide les jeunes à trouver un emploi en publiant chaque mercredi des offres sélectionnées

**La campagne des 300 000 emplois pour les jeunes**

En début de semaine, les délégués départementaux du CNPF chargés de l'opération «emploi de 300 000 jeunes avant la fin de l'année», chantaient déjà victoire. Raymond Barre, Christian Beullac et ses deux secrétaires d'Etat annonçaient triomphalement «Le CNPF a déjà gagné la moitié de son pari». Il aurait recueilli, au 15 septembre 153 600 offres de travail pour les jeunes. Ce chiffre, répété par les grands moyens d'information, ne fait pas illusion pour autant. Christian Beullac, qui aime les titres à sensation dans une certaine presse, déclarait récemment à la Une de France Soir «Mon obsession, tous les jeunes doivent être casés au bout de 4 mois». Ce n'est pas 300 000 jeunes qui cherchent un emploi depuis les dernières vacances, mais bien plutôt le double. Sans compter ceux qui sont au chômage depuis plus longtemps. Le chiffre du CNPF doit donc être ramené à ses justes proportions.

**39 000 DEMANDES CETTE SEMAINE**

Un deuxième élément, l'augmentation simultanée du nombre de demandeurs d'allocation de chômage : le nombre de dossiers déposés aux Assedic pour les allocations de chômage a atteint, dans la semaine du 19 au 23 septembre, le record de 39 000, dépassant de 3 000 les plus forts dépôts des semaines précédentes, qui tournent autour de 36 500. Ces chiffres là restent dans l'ombre !

Enfin, il faut examiner d'un peu plus près ce que sont ces offres faites aux jeunes.

**92 000 EMPLOIS PASSAGERS**

Le plus fort pourcentage concerne les stages en entreprise : 30 %, soit 56 000. 22 % sont des contrats d'apprentissage (35 000) - 8 % sont des contrats emploi-formation. Cela représente 92 000 emplois qui peuvent disparaître d'eux-mêmes d'ici 6 ou 8 mois, puisque ce sont des contrats limités.

Pour les 40 % restant, ce sont des emplois pour lesquels les patrons qui embauchent un jeune de moins de 25 ans sont dispensés des charges, payées par l'Etat. On peut être à peu près certain qu'ils ne correspondent pas à des emplois nouveaux. Chotard, vice-président du CNPF, a seulement su répondre à ce sujet qu'ils n'étaient «pas totalement séparés des mouvements naturels». Cela veut dire que malgré la loi qui interdit aux patrons de licencier pour embaucher un jeune aux conditions offertes par les nouvelles dispositions, ils ont mille ficelles pour le faire malgré tout. Ainsi, dans le bâtiment, ils licencient pour fin de chantier, et embauchent des jeunes à la place : les travaux du

Midi annoncent 700 licenciements, et demandent 300 jeunes. Chez Bouygues, 400 ouvriers doivent partir, 150 jeunes prendront leur place.

**UNE BONNE AFFAIRE**

Beullac déclarait récemment : «Du stade attentiste au cours du mois d'août, nous constatons aujourd'hui chez les chefs d'entreprise une attitude positive qui s'accélère». Quoi d'étonnant, puisque des journaux comme France Soir titrent sans honte «Engager un jeune, une bonne affaire pour les chefs d'entreprise» ! C'est bien sûr qu'ils ne se le sont pas fait dire deux fois.

**L'ETAT : 20 000 VACATAIRES**

L'Etat participe activement à cette campagne ! Il a décidé d'embaucher 20 000 vacataires ayant entre 18 et 25 ans. Nous avons vu dans un précédent numéro le sort des 5 000 vacataires des PTT. 1 300 francs par mois pour 120 heures de travail, sans pose, sans aucun des avantages du personnel embauché directement par les Postes. D'autres sont employés à la Jeunesse et aux Sports, la rémunération horaire est de 9,58 francs ! L'administration des FPA doit aussi recruter 450 vacataires, pour 19 heures par semaine. Dans une direction de la Concurrency et des Prix, on propose un poste de vacataire pour un dactylo, salaire brut : 1 225 francs.

**LE SCANDALE DE L'APPRENTISSAGE**

Il suffit de regarder les salaires pour 40 heures par semaine : 15 % du SMIC pendant les 6 premiers mois d'apprentissage, c'est à dire 249 francs ! Il faudra attendre la troisième année pour que, palier par palier, l'apprenti arrive au salaire

**CHOMAGE RÉEL POUR LES PLUS AGÉS**

**FAUX EMPLOIS POUR LES JEUNES**



L'apprentissage : 249 F pour 40 heures

de 996 francs par mois, c'est à dire 60 % du SMIC. On se demande ce que paie le patron, puisqu'il est exonéré des cotisations de la sécurité sociale, et qu'il reçoit une «ristourne» égale à 11 % du SMIC. Il reçoit en plus une prime d'apprentissage.

**LES STAGES PRATIQUES UNE MAIN D'OEUVRE GRATUITE**

Le stage pratique est encore ce qui comble le plus les patrons : ils n'ont pas un centime à déboursier : ces jeunes gagnent 90 % du SMIC et c'est l'Etat qui paie, y compris la couverture sociale. C'est pourquoi de nombreux travailleurs sous contrat à durée limitée se voient refuser un renouvellement, de même que les intérimaires : 500 intérimaires ont été «renvoyés» dans la seule usine S.I.M. Julin à Rouen. Des stagiaires prendront le relais. Aux Galeries Lafayette, qui refusaient toute embauche, on vient de prendre trente stagiaires et de les disperser dans tous les magasins, entrepôts. La direction craint une réaction, car depuis des mois les employés réclament l'aug-

mentation des effectifs, et ont obtenu que le salaire d'embauche soit de 1 930 francs ; les stagiaires vont gagner 480 francs de moins.

**DÉSHABILLER PIERRE POUR HABILLER PAUL**

Ces quelques exemples montrent la réalité que le gouvernement veut cacher derrière quelques chiffres. Les nouvelles orientations définies en début de semaine vont encore accentuer le caractère passager et électoral de cette campagne, puisque l'accent va être mis sur les stages pratiques. En fait, on substitue ces stages à une réelle embauche. Pire, sous prétexte de donner du travail aux jeunes, on licencie des travailleurs plus âgés. Le ministre du travail ne s'en cache pas «Il me semble moins grave pour l'avenir de notre société d'allonger le délai de découverte d'un emploi d'une personne de 35 ans, qui mette 5 mois au lieu de 4 pour trouver un travail, que de ne pas intégrer les jeunes à la vie professionnelle». La jeunesse populaire lui ferait-elle peur ?

Monique CHERAN

## PROGRAMME TÉLÉ

## Mercredi 28 septembre

## TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Pour les jeunes  
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Emmenez-moi au ritz. *Dramatique*  
22 h 05 - Des idées et des hommes. *Platon*  
23 h 00 - Journal

## A 2

15 h 55 - Un sur cinq  
18 h 25 - Dorothee et ses amis  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre  
20 h 00 - Journal  
20 h 25 - Football : Nantes-Prague  
22 h 25 - L'aigle et le vautour  
23 h 20 - Football : Manchester-St Etienne  
23 h 50 - Journal

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune Libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Un film, un auteur. Quelle joie de vivre ! *Film Franco italien de René Clément 1961. Avec Alain Delon et Barbara Lass*  
22 h 20 - Journal

## Jeudi 29 septembre

## TF 1

18 h 35 - Pour les jeunes  
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Partis politiques  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Cinq à six  
21 h 25 - L'événement  
22 h 30 - Allons au cinéma  
23 h 00 - Journal

## A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...  
18 h 25 - Dorothee et ses amis  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Le grand échiquier. Zizi Jeanmaire et R. Petit  
23 h 30 - Journal et fin

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Cinéma Français : 1968-76. Jamais plus toujours. *Film de Yannick Bellon*  
21 h 45 - Un journal, un événement

## «PADRE - PADRONE»

UN FILM DES FRÈRES TAVIANI

## Un film sur l'oppression patriarcale en Sardaigne

Pas facile de se faire une idée juste du film des frères Taviani. Ce n'est pas une œuvre de fiction à trame vaguement historique, mais une œuvre étroitement insérée dans la réalité du pays où se passe l'action, c'est-à-dire la Sardaigne. Le mode de vie, les comportements sont en effet si différents des nôtres — dans la phase culturelle du moins — que ce «Padre Padrone» devient une sorte de fait divers étrange au mieux une œuvre historique. Le film ne joue plus alors pour nous le rôle que lui destinaient ses auteurs, qui était de remuer, de sensibiliser, donc de pousser à la réflexion et à l'action ceux qui le verraient... C'est plutôt pour nous un spectacle (étrange dans son tragique même).

Mais quel est donc le sujet du film ?

Il s'agit de l'enfance, de l'adolescence, et de la prise de conscience culturelle d'un berger sarde. Toute l'histoire repose sur des faits vrais, qui d'ailleurs ont été racontés sous forme d'auto-biographie par le héros lui-même, Gavino Ledda, (qui à la fin du film apparaît pour un bilan de sa propre expérience).

Et ces faits sont terri-

bles : un jour, le gamin Gavino, il doit avoir 6/7 ans, est retiré brusquement de sa petite école de village par son père qui a besoin de lui pour garder le troupeau. L'instruction est un luxe que les pauvres ne peuvent offrir à leurs enfants.

Et commence pour Gavino le rude dressage au métier de berger : le silence effrayant, l'isolement, les tâches au-dessus de ses faibles forces. Tout cela sous le regard impitoyable du père qui, trique à la main, exerce son pouvoir, c'est «le Padre padrone», le père-patron. Parfois les auteurs laissent apparaître — mais de façon bien fugitive — que le père est obligé par les difficultés économiques, à ce rôle de véritable dompteur, de boureau. Si l'enfant ne parvient pas en effet à remplacer son père comme berger pendant que celui-ci va commercialiser le lait, le fromage, c'en est fini de l'équilibre familial, c'est la misère, la faim.

Et cette soumission totale au père, ce conditionnement à la peur, (à 20 ans, le père lève-t-il le bras ne serait-ce que pour se gratter le crâne ? le fils fait un geste de recul pour éviter les coups !), semblent bien être le triste lot des jeunes du pays.

Alors que leur reste-t-il à

ces bergers, à ces travailleurs agricoles exploités par leur propre père ? Le seul chemin de la liberté qui s'ouvre devant eux, c'est celui de l'émigration vers l'Allemagne ! Ils doivent passer d'un patron à l'autre. A moins que, comme Gavino, la porte de sortie de cette oppression patriarcale ne soit le portail de la caserne, ouvert non par son choix, mais par la décision paternelle.

Et c'est là, qu'humilié, méprisé parce qu'il ne sait même pas s'exprimer en Italien qu'il va s'acharner à s'emparer du savoir, qu'il passera le baccalauréat et qu'il voudra aller plus loin dans les études. Ce qui provoquera un ultime et très violent affrontement avec le père, celui-ci se sentant avec raison dépossédé de son pouvoir autocratique par la prise de conscience de son fils aîné.

Cette victoire culturelle du jeune licencié en linguistique sarde, demeure toute fois un fait isolé, dans une optique individualiste ; elle ne débouche pas sur un engagement politique qui, dans un contexte général de colère et de contestation, contribuerait à une transformation des rapports sociaux. Certes, on ne peut reprocher cette carence aux frères Taviani puisqu'ils visualisent un fait réel et s'appuient sur le récit même de Gavino. Le reproche qu'on pourrait leur faire malgré, c'est d'avoir choisi un fait exceptionnel, une anecdote peu représentative du destin moyen des jeunes sardes, au lieu de retranscrire la réalité économique-sociale de la Sardaigne, dans sa complexité et plus encore dans son constant devenir.

Paule SACONNET

## LIVRES EN RAPPORT AVEC LE SUJET DU FILM :

- Gavino Ledda : l'enfance d'un berger sarde.
- Claude Schmitt : Sardaigne au cœur (collection «voyages» éditeur Alfred Ebel)
- Emile Guillaumin : La vie d'un simple (enfance paysanne en France, au 19<sup>e</sup> siècle, racontée par un paysan).

# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Edition Denoël

79<sup>e</sup> épisode

— Quel froid, oui. Il aurait fallu rester dans un café. Mais dans un café avec un Arabe... c'est gênant. Les gens te regardent. Les petites rues noires, c'est plus discret.

— Vous perdez votre temps, Et cette fois, j'aimai le ton de ma voix. Ce n'est pas de moi que vous parlez, je ne me sens pas concernée par ce que vous venez de dire, et vous le savez bien.

Ma colère lui plut. Nous étions devant la vitrine d'un marchand de chaussures, et le néon de l'étalage projetait sur nos visages une lueur chatoyante.

Arezki se détendit et je me retrouvai contre lui. Pendant les quelques secondes que dura ce contact doux et tiède, ma pensée se détacha et j'imaginai avec épouvante qu'il pourrait un soir m'embrasser ainsi en public.

— Ne parle à personne de nos sorties. Demain soir, tu m'attendras comme ce soir, à Stalingrad, avec un journal.

Nous allions traverser pour rejoindre la bouche du métro lorsqu'Arezki me tira en arrière.

— Attends.

Il recula vers l'ombre d'un porche et regarda attentivement trois hommes qui faisaient les cent pas devant l'escalier.

— Quittons-nous là, dit Arezki. A demain, rentre vite.

— Mais pourquoi ? Et vous ?

Il parut impatienté et m'assura que ce n'était rien, mais qu'il fallait nous quitter. Je n'insistai pas. Son regard me dépassait. Je le quittai et traversai. En passant devant les trois hommes, je ralentis et les examinai. Rien dans leur comportement ne me parut anormal. Ils paraissaient attendre. Mais quand j'arrivai à la moitié de l'escalier, je m'arrêtai et remontai les marches pour observer Arezki. Sa silhouette filiforme disparaissait dans l'avenue à gauche. L'un des hommes qui était à l'ouverture de la bouche m'étudia rapidement et reprit son va-et-vient autour de la balustrade sans plus s'intéresser à moi.

Il était presque onze heures lorsque je rentrais dans ma chambre. Je dinai de fruits et traînai longuement devant la glace qui surmontait le lavabo. J'y cherchai un changement qui n'était pas visible.

Arezki, lorsqu'il me rejoignit à Stalingrad,

déclara que nous n'irions plus aux Ternes, ça n'était pas un bon quartier.

— On va... au Trocadéro.

Nous avons été au Trocadéro. Nous y sommes même revenus le surlendemain. Nous nous sommes promenés dans les jardins où la brume givrante dressait autour de nous des murs protecteurs.

Nous avons été à l'Opéra et fait plusieurs fois le tour de l'édifice.

Nous avons traversé des ponts.

Nous nous sommes perdus dans les rues du quartier Saint-Paul.

Nous avons remonté les boulevards autour de l'axe Saint-Augustin.

Partis de Vaugirard, nous nous sommes retrouvés à la porte d'Auteuil.

La rue de Rivoli, nous l'avons parcourue dans les deux sens.

Et le boulevard Voltaire, et le boulevard du Temple, et les ruelles derrière le Palais-Royal. Et la Trinité, et la rue Lafayette.

Nous ne revenions jamais dans le même quartier. Quelque fait banal, un rassemblement, l'ombre d'un car de police, un flâneur qui nous suivait, et la promenade tournait court. Il fallait nous quitter, rentrer séparément. Ces soirées inachevées, nos conversations interrompues et l'inquiétude — ne pas savoir, le laisser derrière moi, attendre jusqu'au lendemain pour m'assurer que rien de grave ne s'était produit — m'attachèrent profondément à lui selon le phénomène banal qui nous rend plus cher ce qui est fuyant.

à suivre

# LA CHINE A L'HEURE DU XI<sup>e</sup> CONGRES

Reportage réalisé  
par la délégation du *Quotidien du Peuple* en Chine

Dans le Hounan :

## AUX ORIGINES DE LA PENSÉE MAO TSÉ-TOUNG



La maison natale de Mao Tsé-toung reçoit la visite de milliers de travailleurs chaque jour. Ils peuvent y voir les conditions de vie et de travail de l'ancienne société.

● Chaochan, bourgade du Hounan au carrefour de plusieurs vallées. Comptant 80 000 habitants pour l'ensemble du canton, le village est entouré de collines aux formes pointues, si répandues sur les estampes, aux pentes boisées ou cultivées.

C'est non loin de ce village de montagne au centre de la Chine que naît Mao Tsé-toung en 1893. Dès son enfance, la Chine qu'il découvre ainsi, c'est celle des paysans. C'est celle de l'oppression et de la misère. Celle du féodalisme. Cette oppression-là, Mao Tsé-toung l'a vue depuis son enfance.

Sa maison natale, aujourd'hui restaurée sous son aspect ancien, et le vaste musée de Chaochan permettent aux milliers de visiteurs quotidiens de se faire une idée précise de cette ancienne société, d'évoquer la vie de ces millions de paysans : le faible niveau de développement des instruments et des techniques de production, le coût élevé des fermages et la domination des seigneurs de guerre les condamnaient à la misère la plus odieuse : au maximum, les récoltes assuraient six mois sur douze de nourriture. Cette oppression, c'est celle qui pèse sur chaque village. Mais la haine des paysans pour le propriétaire féodal, si elle a des racines profondes, si elle éclate

parfois en révoltes armées, ne peut avoir, dans chacun de ces villages, qu'un horizon limité : dans cette Chine où le pouvoir des seigneurs de guerre est plus puissant que le pouvoir central, chaque paysan ne connaît en fait d'autre cible à sa révolte possible que le riche féodal qui l'exploite.

### Connaître en profondeur la vie des paysans

Tout cela, Mao Tsé-toung a pu le connaître depuis son enfance. Sa famille n'était pas, il est vrai, parmi les plus pauvres : elle possédait une maison et un hectare de terres dispersées en



En participant, dans cette rizière aux travaux des champs dès l'âge de 6 ans, Mao Tsé-toung a acquis la connaissance concrète du travail long et épuisant pour produire à peine de quoi se nourrir

petites parcelles sur les flancs des deux collines qui entourent la maison ; ce qui, dans la Chine de l'époque, la classait parmi les «paysans moyens». La conservation de la maison dans un état proche de celui d'autrefois permet, en visitant ces lieux, de comprendre comment Mao Tsé-toung a pu connaître en profondeur la vie des paysans. Attenant aux pièces d'habitation, l'étable, la porcherie, le hangar aux outils de travail permettent de juger concrètement du niveau des forces productives : houe en

bois ; balancier en bois muni de séparer le riz de la balle en frappant dans un trou creusé à même le sol ; récipients à grains en bois ou en osier... Proches de la maison, ont également été conservées l'aire où on battait le riz à la main et les aires de séchage du riz ; au pied de la maison, une grande mare, aujourd'hui couverte des larges feuilles vertes des lotus, fournissait l'eau d'irrigation et servait de baignade pour les enfants qui y apprenaient à nager ; dans la vallée, les champs de riz, et de part et d'autre, sur les flancs des collines, des terres plus sèches qui ne pouvaient servir alors que de pâturages pour les buffles, principaux animaux de trait.

C'est dans ce cadre que Mao Tsé-toung a pu prendre conscience, dans ses grands traits, de la situation paysanne : si la place relativement meilleure de sa famille lui permet d'aller à l'école primaire (privée) du village pendant six ans, il participe aussi, dès son enfance, à tous les travaux des champs, acquiert cette connaissance concrète du travail long et épuisant nécessaire pour produire à peine de quoi se nourrir. A peine de quoi ne pas mourir, pour beaucoup.

### Contre l'oppression, la résistance

Avec l'école, c'est un deuxième aspect de la situation d'ensemble de la Chine qui apparaît : l'école aussi est un lieu d'oppression. L'enseignement rudimentaire, professé à coups de punitions corporelles, est, pour le jeune Mao Tsé-toung, aussi un premier apprentissage de la résistance à cette oppression. Il

dira plus tard en se souvenant qu'après une fugue de trois jours hors de l'école, il n'a été battu ni par son maître ni puni par ses parents : «C'est la première grève que j'ai réussie !»...

### Chaochan aujourd'hui, un lieu d'éducation

Ainsi, à travers la maison natale de Mao Tsé-toung et le passé qu'elle évoque, Chaochan nous apparaît non comme un «lieu de pèlerinage» mais comme un lieu d'éducation politique. Pour les 4 000 travailleurs par jour qui, de toute la Chine se rendent au village natal de Mao Tsé-toung, gravissent le chemin de terre qui, séparant en deux la grande mare, monte jusqu'à la maison, cette excursion est avant tout un moyen vivant de mieux comprendre. De mieux comprendre qui était Mao Tsé-toung, sur quelles bases a pu se forger sa conscience révolutionnaire, comment l'importance qu'il accorda, par la suite, à la mobilisation de la paysannerie pour la révolution trouve sa source dans le passé. Pour ces travailleurs, retourner aux sources de la pensée mao-tsé-toung, c'est chercher à mieux comprendre, comment, bien que né dans une famille relativement aisée, il a su, comme disent les Chinois, oublier sa petite maison pour s'occuper des affaires de l'État.

Cet itinéraire qui conduit Mao Tsé-toung de sa vie paysanne à la vue d'ensemble de la société chinoise, et à la lutte pour sa transformation révolutionnaire, à la lutte pour que les paysans prennent toute leur place dans la révolution, c'est ce que nous verrons dans les prochains articles.

## Révolution de 1911 :

### MAO TSÉ-TOUNG CONTRE L'IMPÉRIALISME ET LE FÉODALISME

1911 : La Chine que les empereurs bradent aux puissances impérialistes voit son territoire dépecé, menacé dans son indépendance. Depuis plusieurs années, dans le peuple et la petite bourgeoisie, la colère contre la collaboration des empereurs avec les puissances impérialistes éclate en révoltes. Dans toutes les grandes villes, dans les capitales provinciales, se forment des dizaines d'organisations qui ont pour but le renversement de la dynastie des Tsing, l'établissement de la République et l'indépendance nationale. Plusieurs émeutes sont écrasées dans le sang. En 1909, inondations et sécheresse soulèvent les masses paysannes du Hounan contre les propriétaires fonciers qui spéculent et affament le peuple.

En 1911, voulant se soumettre encore plus le territoire chinois, les impérialistes anglais, japo-

nais, français et américains, exigent du gouvernement impérial le droit exclusif de construire les chemins de fer en Chine. Cette nouvelle exigence, refusée massivement par le peuple et une grande partie de la bourgeoisie, provoque un soulèvement généralisé : c'est la Révolution bourgeoise de 1911, dirigée par Sun Yat-sen, qui renverse l'empereur et proclame la République. Mao Tsé-toung, qui a alors 18 ans, s'engage dans l'armée de Sun Yat-sen. «Il ne suffit pas de s'inquiéter de l'avenir de la Chine, il faut travailler à son salut», a-t-il coutume de dire à l'époque.

Dans ces années de fermentation et d'éclatement de la révolution de 1911, c'est tout un autre aspect de la situation de la Chine que découvre Mao Tsé-toung : le danger de voir la Chine entièrement soumise à

l'impérialisme, l'incapacité du gouvernement impérial à défendre le pays, sa férocité à réprimer les soulèvements populaires. Il découvre aussi, dans le reflux de la révolution, les limites de ce mouvement.

Le premier engagement pour transformer la réalité porte en lui la nécessité de mieux connaître cette réalité, d'acquérir des connaissances plus approfondies que les connaissances rudimentaires données à l'école primaire, sur le passé de la Chine, sa géographie, sa place dans le monde...

Avec la Révolution de 1911, s'ouvre une deuxième grande étape de la formation de la pensée révolutionnaire de Mao Tsé-toung : sa recherche de la vérité sur la situation en Chine, son aspiration à transformer cette réalité devient consciente.